Première Année N° 5. Mars 1911

Les idées et les faits

Les incidents qui se sont déroulés autour du Théâtre Français, pendant les derniers jours de Février, dépassent de beaucoup la portée des manifestations ordinaires : la gravité de la provocation juive, comme l'énergie de la riposte française, ont retenu à juste titre l'attention de tous. Le succès final a montré qu'il ne faut à nos compatriotes qu'un peu de vigueur et de persévérance pour triompher, quand il leur plait, de la horde asiatique qui nous tient asservis.

Rarement, d'ailleurs, occasion meilleure s'était rencontrée de faire, contre l'Hébreu, l'union de toutes les âmes restées françaises. Fils d'un juif allemand et d'une juive américaine, Bernstein n'est pas un circoncis comme les autres : c'est le juif-type, avec son insolence sans frein et son intellectualité pourrie. Telle de ses pièces passées, *Samson* par exemple, que le Paris élégant applaudit pendant des mois, en 1907, est la plus odieuse apothéose de l'homme d'argent, du financier coupeur de bourses, qui ait jamais été produite sur une scène française. De cette pièce, comme de toutes celles de Bernstein, on peut dire ce que M. Lépine disait d'*Après moi*, l'autre jour, dans un groupe de journalistes : qu'elle est « avilissante... »

Ce que le Paris de 1907, encore meurtri de la secousse dreyfusiste, laissa jouer sans protestations, le Paris de 1911 ne l'a pas supporté. Il est vrai que bien des éléments du problème ont changé en quatre ans. D'abord, le juif, dédaignant les scènes de second plan, apportait cette fois sa production à la Comédie-Française, rendant notre premier théâtre officiel solidaire de sa personne; ensuite, une opportune révélation d'Urbain Gohier faisait connaître une lettre infâme de Bernstein, qui, réfugié en Belgique en 1899, après avoir déserté, se félicitait de cet acte; enfin, un noyau

de résistance qui n'existait pas, il y a quatre ans, le groupement des « Camelots du Roi », était là, tout prêt à déchaîner l'agitation et à servir de centre de ralliement à toutes les bonnes volontés.

Celles-ci n'ont pas fait défaut, comme chaque fois que quelqu'un donne résolument l'exemple. Les manifestants n'étaient guère que cinq cents, le premier soir; mais leur nombre grossit vite, et on en comptait plus de cinq mille la nuit où *Après moi* fut joué pour la sixième et dernière fois : La mise en état de siège de tout un quartier de Paris, les brutalités et les arrestations de la police, les charges, sabre au clair, de la garde républicaine à cheval, n'avaient eu d'autre résultat que de faire pousser des manifestants entre tous les pavés. La capitale a revécu, pour quelques soirs, les émotions antijuives de 1898-99.

La cohue de Hirsch, de Cahen et de Rosenbaum qui garnissait, pendant ces soirées historiques, les trois quarts de la salle du Théâtre-Français, n'aurait pas demandé mieux que d'avoir comme dessert, à la sortie, le spectacle de quelques cadavres de Français, sabrés par les gardes républicains. Mais le gouvernement, renseigné sur la profondeur du mouvement, a jugé dangereux de donner cette satisfaction à Israël : il y a des révolutions qui ont commencé au théâtre, et M. Bernstein (qui connait la Belgique, puisque c'est là qu'il se réfugia lors de ses désertions) doit se rappeler que l'indépendance belge se décida, en 1830, au cours d'une représentation troublée...

Selon le témoignage de *Comœdia*, dont les attaches gouvernementales sont connues, le ministère fit en conséquence, prévenir M. Claretie que la représentation d'*Après moi* allait être interdite, à moins que M. Bernstein ne retirat spontanément sa pièce — et le juif dût céder.

Il l'a fait, la menace à la bouche, avec quelques uns de ces mots stupéfiants d'impudence comme les gens de sa race savent seuls en trouver :

«... **Je crois que tous les comptes se règlent. Je le crois fermement.** Une grande iniquité vient d'être commise à mon égard. Il n'est pas un honnête homme qui ne le sente. Mais on n'a pas frappé que moi : cette violence atteint tous les artistes. J'ai, depuis ce matin, le droit de le dire. Une protestation lancée hier soir a, dans la nuit, recueilli trois cents signatures. On relèvera dans cette première liste la plupart des noms glorieux de la littérature et de la musique françaises.

Demain, les trois cents vont être trois mille — **la noblesse du pays** — je suis du bon côté. »

Henry BERNSTEIN.

Il n'était pas inutile, à notre sens, que ce juif déserteur affirmât haineusement que « tous les comptes se règlent », que cet écrivain inspirateur de nausées qualifiât de « noblesse du pays » les trois cents juifs de lettres ou de musique, croassant tant bien

que mal notre langue, qui lui ont manifesté leur sympathie. Cet aplomb aide à saisir bien des choses...

Pendant des siècles, on s'est plaint, dans notre pays, de l'*insolentia Judeorum;* pendant des siècles on a été contraint, pour calmer cette insolence, d'avoir recours au bannissement, et quelquefois au bûcher. La lettre d'Henry Bernstein aide à nous faire comprendre l'état d'âme des Français de ce temps-là... Et quand sonnera l'heure des justes revanches nationales, il ne sera pas mauvais de reproduire, de répandre, pour qu'elle soit présente à tous les esprits, cette lettre de « juif immonde, à pendre entre deux chiens », comme aurait dit Victor Hugo.

Cette heure des revanches nationales est peut-être plus proche que ne le croient les Juifs. Le courant antisémite gagne en profondeur : il atteint les milieux mêmes que les Hébreux croyaient avoir le mieux asservi par les Loges maçonniques et par le Socialisme enjuivé. Chaque jour, le Syndicalisme se dégage un peu plus des liens qui lui avaient été imposés. Une lettre que le citoyen Pataud, le secrétaire du Syndicat des Electriciens, adresse au baron Edouard de Rothschild, nous en fournit une preuve nouvelle.

Il parait que le baron de Rothschild, par l'intermédiaire de quelques amis, MM. Eschwège, Ferdinand Meyer et le baron Léonino, se serait opposé à la réintégration de plusieurs syndiqués révoqués à la suite de la dernière grève. Le citoyen Pataud lui écrit en ces termes :

« Nous ne sommes pas encore antisémites, mais devant ces constatations, nous serions presque tentés de le devenir, et c'est au point que nous avons dû tout dernièrement déconseiller à nos camarades d'aller manifester sous vos fenêtres. C'est qu'en effet l'agitation grandit parmi nous, et si vous avez pu récemment vous moquer des prières de l'ex-président du conseil des ministres qui vous devait tout, vous ne voyez pas que vous ne pourrez agir aussi longtemps de même avec la classe ouvrière.

« Au moment où le nouveau ministère s'apprête encore à renvoyer aux calendes grecques les réformes sociales en brandissant à nouveau le spectre du cléricalisme, prenez garde que les ouvriers, ne prenant plus la proie pour l'ombre et parodiant la phrase d'un anticlérical farouche, ne répondent par ces mots : « **Le juif, voilà l'ennemi !** »

Paroles bien nouvelles sous la plume d'un agitateur syndicaliste ! Mais un journal gouvernemental, la *Démocratie sociale*, nous apporte une note encore plus curieuse. Un de ses rédacteurs, M. Béret, après avoir constaté que les Juifs, par la force de leur or et de leur solidarité, tiennent Journalisme, Théâtre et Politique, constate que cette puissance s'exerce au profit d'une race étrangère. Et il ajoute :

« Il en est d'autres (juifs) dont la nouvelle qualité de Français n'a d'égale que l'impudence. Permettez-moi un souvenir personnel qui remonte déjà à quelques années. J'étais dans la tribune du Président de la Chambre des députés à côté d'un jeune israélite, M. G..., président d'un groupe de Jeunesse républicaine de Paris, qui traduisait en allemand, à un vieux monsieur à côté de lui, les paroles de l'orateur alors à la tribune. Intrigué par ce manège, je lui demandai : « **Qui est donc ce monsieur ?** » Il me répondit : « **C'est mon père !** » Et poursuivant : « **Ne vous semble-t-il pas scandaleux de voir sous la République, un prêtre en robe à la tribune ?** » L'orateur était l'abbé Lemire.

Je ne répondis pas et je songeai qu'il y a quarante ans l'honorable Allemand, dont le fils était devenu un de nos plus fervents républicains, s'était sans doute échappé de son ghetto de Francfort pour venir racheter à vil prix nos pendules, et que ce prêtre-là, encore que ne partageant pas nos idées philosophiques, était tout de même un Français de France, le successeur de ceux qui avaient fait notre pays, qui dans la nuit du Moyen Age avaient empêché que s'éteignit à jamais le flambeau de la civilisation, qui avaient préparé eux-mêmes le plein essor de la pensée indépendante. Et je ne pouvais m'empêcher de m'indigner de l'impudence de ce néophyte, Français peut-être par un décret de naturalisation, mais pas assez vieux Français pour avoir pu méditer les vers de notre La Fontaine :

Laissez-leur prendre un pied chez vous,
Ils vous en prendront bientôt quatre ».

Il ne faudrait peut-être pas faire trop de fond sur les espérances que de telles paroles commandent. Mais, même si elles ne sont pas absolument sincères, ces paroles n'en démontrent pas moins les progrès de l'idée antijuive.

La conquête juive n'est pas seule à soulever, par son insolence, des résistances au sein des partis les plus avancés : la Franc-Maçonnerie a sa bonne part de la réprobation qui atteint les Juifs. La courageuse campagne menée, dans le Comité Central de la C. G. T., par le citoyen Janvion, a fortement discrédité la Franc-Maçonnerie auprès des syndicalistes. Voici maintenant que le mouvement gagne le Parti Socialiste Unité.

Ce sont les guesdistes qui mènent l'attaque. Déjà, ils ont fait mettre à l'ordre du jour du Congrès du Parti, pour l'année prochaine, une motion portant interdiction à tout socialiste unifié d'adhérer à la Franc-Maçonnerie; et un guesdiste, le citoyen Myrens, député de Boulogne, vient d'organiser une conférence contre l'influence maçonnique dans les groupements ouvriers. Malgré les efforts désespérés de Jaurès, des FF.˙. Sembat, Groussier, et de quelques autres, cet offensive antimaçonnique rencontre le meilleur accueil.

Les ouvriers seraient-ils enfin las de mâcher les vieilles soutanes dont la Veuve les alimente ?...

Le ministère Briand a vécu et il a mis lui-même fin à son existence, sans qu'on puisse bien comprendre pourquoi il partait, puisqu'il n'avait pas cessé d'avoir la majorité dans les deux Chambres.

Deux explications de ce départ soudain sont possibles :

La première, c'est que les sphères gouvernementales préparent contre l'opposition quelque coup de force comme celui de 1899. Le successeur de M. Briand, M. Monis, n'était-il pas garde des sceaux, à cette époque ? Et n'est-ce pas lui qui convoqua la Haute Cour ?...

La seconde explication n'a guère été envisagée par la presse. Ne s'agirait-il pas de complications internationales demeurées secrètes ? Et ne serait-ce pas à ces complications que M. Jonnart faisait allusion en parlant, dans sa lettre de démission de Gouverneur Général de l'Algérie, des « préoccupations angoissantes de notre diplomatie » ?...

Notre collaborateur M. Antoine Baumann vient de publier dans la *Revue Critique des idées et des Livres* un important article sur « Une nouvelle invasion asiatique : l'Occultisme ». Il y constate l'extension prise par les groupements occultistes contemporains, la multiplicité de leurs organes, et raille quelque peu cette résurrection des mages, astrologues et alchimistes d'antan.

« Après avoir bien ri, pourtant », ajoute-t-il, « quelques uns se demandent à quoi prétendent atteindre ces mystagogues, égarés dans un siècle où triomphe l'aéroplane. L'ombre où ils se plaisent tant, les réticences qui abondent dans leurs écrits comme dans leurs rares discours publics, tout cela, sans doute, leur donne figures d'attrape-nigauds; mais tout cela aussi leur est commun avec les gens qui méditent des projets difficilement avouables. Le soupçon prend corps, quand on constate qu'il se publie, en France, plus de vingt périodiques relevant de l'occultisme, et qu'il existe, à Paris, sept ou huit librairies spécialement consacrées à la même littérature. Tout ce commerce de papier imprimé suppose un mouvement de fonds sérieux. Se peut-il vraiment qu'il y ait, chez nous, assez de toqués pour alimenter de leurs achats et de leurs abonnements ces coûteuses entreprises ? Ou devons-nous supposer que, derrière les docteurs en hyperespace et en kabbale, se cachent des puissances d'argent aux visées suspectes ?

« J'incline vers l'hypothèse d'opulents protecteurs, ayant en vue toute autre chose que la diffusion d'une nouvelle métaphysique. Mais je n'ai nulle preuve en main. Aussi bien, le but de ce qui va suivre ne saurait être de trancher la question, mais plutôt d'inciter le lecteur à y songer. Nous avons peut-être tort de nous en tenir à l'attitude dédaigneuse. Les officines où se triturent l'ésotérisme et l'hermétisme apparaissent comme de bien louches institutions. La lampe du chercheur ne parvient pas à en éclairer tous les compartiments. Au moins, sa lueur pourrait-elle

gêner des mouvements qu'on s'attache trop à voiler, pour que les intentions directrices soient d'une pureté candide.

« C'est, semble-t-il, sur une pensée de ce genre que M. l'abbé Emmanuel Barbier se trouva poussé aux recherches d'où devait sortir son ouvrage sur **les Infiltrations maçonniques dans l'Eglise.** Fidèles, en effet, aux vieilles pratiques de toutes les sociétés secrètes, les propagateurs de l'étrange philosophie de l'occulte excellent à prendre des masques pouvant éveiller la confiance. Ils se disent volontiers **spiritualistes, idéalistes,** voire même **chrétiens.** Leurs rêveries d'opiomanes se mélangent de théologie. Ils se donnent les allures de gens familiarisés avec les Pères de l'Eglise.

Après avoir précisé le caractère panthéiste des doctrines occultistes, M. Baumann constate que ces doctrines ont « un parfum asiatique très accentué ». Il ajoute :

« Comme chef d'orchestre, ils ont Papus, qui s'appelle Gérard Encausse pour l'officier de l'état civil. Le choix du pseudonyme, qui rappelle un mathématicien d'Alexandrie, indique-t-il l'intention de se rattacher à la célèbre école qui ne fut pas sans influence sur l'éclosion de l'hérésie gnostique, et où le juif Philon travailla si bien à la déformation de la philosophie platonicienne ? Je l'ignore. En tous cas, Papus est une personnalité fort originale. Docteur en médecine, versé dans la connaissance des langues tant anciennes que modernes, il trouve le temps de donner des consultations dans plusieurs cliniques, de faire des cours et des conférences, de diriger deux revues, d'écrire les ouvrages dont la liste est déjà longue, et de circuler beaucoup en chemin de fer. A le lire, et en dépit des extravagances sur lesquelles il aime à disserter, il apparaît comme un esprit ferme, un adepte fort convaincu des doctrines qu'il professe, un homme assez dépourvu de vanité, mais tenace et dominateur.

Excellentes pour diriger, ces qualités ne le sont pas autant pour exercer l'attraction qu'exige le recrutement à opérer dans le public. Il manquait à l'occultisme une sirène, douée de voix séductrice. La sirène s'est rencontrée en la personne de M. Paul Vulliaud, le directeur des **Entretiens idéalistes.** Celui-ci est un écrivain subtil et fort élégant. Sa phrase, où le vocable inusité force trop souvent le lecteur à recourir au dictionnaire, sonne ainsi qu'une musique légère et recherchée. Mais, pour la liaison et la force des idées, il demeure fort inférieur à Papus. Sa Revue, où l'on trouve à la fois de la littérature quelconque, de la prose signée par l'abbé Lugan, des études sur la pensée d'Origène, semble avoir pour principal but d'emmêler le dogme catholique d'hérésies pouvant mettre sur la voie de l'occultisme. A cette tâche, M. Vulliaud dépense un grand talent de sophiste, pour qui l'art de jongler avec les mots ne garde aucun secret (1). Il se déclarera catholique romain, humblement soumis à l'Eglise, et quelques pages plus loin il avancera de ces propositions qui feraient refuser un enfant de douze ans à l'examen du catéchisme. Pour donner à la science hermétique une généalogie présentable à des Occi-

(1) Parfois il nuit à la cause qu'il prétend servir, emporté qu'il est par sa malice d'esthète, désireux de mystifier le vulgaire. Dans le même article, il écrira tantôt **cabale** et tantôt **kabbale,** pour désorienter les ignorants. Mais voici la perle. Dans **le Destin mystique,** il lui arrivera de dire

dentaux, il insinue, avec un fin sourire, que Dante, Léonard de Vinci, Ballanche, connurent les joies réservées aux initiés. Surtout, il répète qu'il y a kabbale et kabbale, magie et magie, et que, bien compris, les rêves qui se réclament de ces noms ne sauraient offenser l'orthodoxie. »

Puis, M. Antoine Baumann s'attache au Martinisme, dont il rappelle les origines juives — en quoi il a grandement raison, car c'est absolument à tort qu'on a contesté la qualité de juif portugais de Martinez de Pasqually; les plus récentes découvertes confirment, au contraire, la qualité juive du précurseur de Claude de Saint Martin.

Les occultistes français se prétendent chrétiens parce qu'ils saluent, en Jésus, un Verbe émané de Dieu. Grâce à cette concession dans les mots, on espère s'introduire dans la place et l'obliger à se rendre. Ainsi se trouverait sournoisement éliminée la notion du Christ rédempteur, qui fournit encore, à un si grand nombre, l'aliment moral dont ils tiennent le besoin des antécédents historiques de notre race... Les occultistes accepteraient un certain christianisme, rappelant par plus d'un point ces hérésies des premiers siècles de l'Eglise où se découvrit la main des Juifs. Mais ils détestent la Rome papale, et leur aversion s'étend jusqu'à la vieille Rome, qui posa les premières assises de l'ordre européen. Puis, cette kabbale dont on nous rebat les oreilles, nous connaissons bien la robe jaune dont elle demeure pour toujours habillée. Nous savons qu'il y eut des sociétés kabbalistes durant tout le moyen âge. Il n'est pas difficile à découvrir, le canal par lequel nous aurait été transmise la pseudo-sagesse de l'Orient. La propagande occultiste, c'est l'Asie qui veut sa revanche de Marathon.

Nous pourrions nous en remettre au bon sens français et à la vigilance éclairée de l'Eglise, si une dernière préoccupation ne nous venait. Que pense-t-on, dans les loges martinistes, de l'organisation politique et sociale de notre pays ? Là-dessus les indices pouvant fournir des lueurs sont rarissimes. Papus reproche véhémentement, aux maçons de la rue Cadet, de se confiner dans la cuisine électorale. Mais lui-même s'est déclaré démocrate et socialiste. Paul Vulliaud affecte le dédain pour la politique. Mais on l'a vu célébrer, sur le mode enthousiaste, la foi démocratique de Marc Sangnier. Il déteste vigoureusement l'**Action Française**. La brochure de l'abbé Pierre : **Avec Nietzsche à l'assaut du christianisme**, lui a paru digne des plus grands éloges. J'ai déjà dit que sa revue a publié des articles de l'abbé Lugan. Force nous est, présentement, de nous en tenir à ces minces données. Le secret ne transpire pas encore.

achroamatique, au lieu d'**initié**. Le lecteur, qui n'a pas de lexique grec sous la main, croit à une faute d'impression par adjonction intempestive d'un **a**. Alors la phrase n'a pas de sens. Notre occultiste tâche ainsi de plonger le chercheur dans un de ces abîmes de réflexions, au bout desquels l'esprit, tout à fait fourbu, se trouve en bonne forme pour devenir la proie de l'hypnose. Mais M. Vulliaud est bien imprudent de livrer les secrets de ses confrères.
Quant à croire que les dirigeants de l'occultisme se bornent à méditer sur la constitution de l'univers, ce serait fort naïf. Il suffit de parcourir leurs écrits, pour trouver chez tous cette caractéristique : ce sont des

dominateurs. L'extrême prudence qui les pousse à s'envelopper de mystère ne fait que confirmer cette induction; car, tant qu'ils n'ont pas en mains la force matérielle, les dominateurs gardent pour principe de louvoyer sans bruit, comme le prouve si bien l'exemple des juifs. Or, avec de telles dispositions morales, l'emploi de la méthode simplement persuasive ne saurait être qu'un préliminaire.

ANTOINE BAUMANN.

Les Cours antimaçonniques organisés rue de Seine n° 54, sous le patronage de la *Ligue Jeanne d'Arc,* se sont poursuivis au milieu d'un auditoire nombreux et attentif. M. le commandant Cuignet, président de la *Ligue Française Antimaçonnique,* a donné les 13, 17, 20, 24, 27 Février et le 3 Mars, les six conférences de son cours sur *La Franc Maçonnerie et la destruction du Pouvoir Temporel des Papes.*

Après avoir étudié les origines de la puissance temporelle de la Papauté, sous Pépin le Bref et Charlemagne, l'orateur s'est attaché à démontrer combien cette puissance temporelle est indispensable pour garantir l'indépendance spirituelle du Saint-Siège. Il a retracé les attaques dont elle fut l'objet de la part des sociétés secrètes antichrétiennes du Moyen Age et des temps modernes.

C'est particulièrement la période 1789-1870 qui a été analysée dans le cours remarquablement documenté du commandant Cuignet. Le rôle du gouvernement révolutionnaire, les captivités de Pie VI et de Pie VII, la restauration pontificale de 1814, les conspirations contre l'Autriche, l'organisation carbonariste, les complots de Mazzini et de Garibaldi, la politique de Palmerston et de Cavour, ont fait l'objet d'examens approfondis, qui ont vivement passionné l'auditoire.

Les cours de la *Ligue Jeanne d'Arc* se continueront par plusieurs conférences de M. le commandant de Fraville. Sujet : *Les préjugés sur l'Ancien Régime et la Révolution.*

François SAINT-CHRISTO

L'ABONDANCE DES MATIERES NOUS OBLIGE A REMETTRE AU PROCHAIN NUMÉRO NOTRE CHRONIQUE : « CHEZ L'ADVERSAIRE », AINSI QUE LES RÉPONSES A NOTRE ENQUÊTE : « LES IDÉES DE LA REVOLUTION SONT-ELLES D'ORIGINE MAÇONNIQUE ? »

La Franc-Maçonnerie au Portugal

♣ ♣ ♣

IV

Réorganisation du Carbonarisme

QUAND João Franco eut accepté, dans l'entrevue que nous avons rapportée, la mission de régénérer, en la purifiant, l'administration portugaise, la Franc-Maçonnerie comprit que l'heure des résolutions décisives avait sonné pour elle. Si elle laissait le ministre mettre fin aux abus les plus criants et introduire un peu d'honnêteté dans les finances, la secte n'aurait plus, désormais, pour combattre la monarchie, le prétexte des réformes à opérer. D'autre part, les premières victimes de ces réformes allaient être précisément des francs maçons, qui se distinguaient parmi les parasites les plus âpres et les tripoteurs les plus éhontés du monde officiel. Nécessité de sauvegarder les intérêts menacés de beaucoup de ses adeptes, d'éviter que le régime redevint populaire en se réformant, d'empêcher que le nouveau chef du gouvernement ruinat la propagande républicaine dans le pays, tout cela poussait la Franç Maçonnerie à précipiter les évènements. Décidée à risquer le coup de force, elle commença à le préparer dès la fin de l'année 1906. Pour cela, elle se servit de l'ancienne organisation de la « Charbonnerie », sur laquelle nous allons donner quelques détails.

Il est dans les traditions de la Franc-Maçonnerie d'être prudente; c'est cette prudence qui fait qu'elle ne s'est jamais compromise en corps dans aucun mouvement révolutionnaire, laissant à des filiales insurrectionnelles, organisées à propos, le soin d'embraser les matériaux inflammables que sa sollicitude leur avait

préparés. C'est ainsi qu'elle a agi, en tous pays et à toutes les époques, et le procédé ne varie pas, qu'il s'agisse de la Révolution Française, du Risorgimento italien, ou des agitations chroniques de la péninsule ibérique. Dans toutes ces circonstances, après qu'une puissance invisible et universelle a conçu le plan, c'est la Franc-Maçonnerie qui en prépare l'exécution, qui crée, par sa propagande d'idées, l'état d'esprit favorable, qui exalte les agents éventuels de Révolution, qui paralyse, par contre, la résistance possible, en substituant des gouvernants de moindre énergie à ceux qui eussent pu dompter le mouvement. Puis quand le fruit, mûri de la sorte, est à point, la Franc-Maçonnerie prélève dans son sein quelques individualités hardies; elle les groupe à part, dans une société secrète dont la Révolution violente est le but immédiat; elle leur fait enrégimenter les jeunes, les enthousiastes, les ouvriers, tous ceux dont la turbulence eut détonné dans l'atmosphère discrète et moite des Loges et qui trouvent dans la société secrète nouvelle la satisfaction de leur ardeur. Et elle les lance à l'assaut...

Le mouvement triomphe-t-il ?... Les révolutionnaires, rouges encore de leur sang et de celui de leurs victimes, n'ont pas eu le temps de songer à s'emparer des pouvoirs publics que la Franc-Maçonnerie s'y est déjà établie en la personne de ses principaux chefs. Encore tout étourdis de la lutte, les insurgés sont félicités par ces gouvernants improvisés qu'ils ne connaissaient pas la veille, et qui recueillent les fruits de la victoire sans en avoir partagé les périls. Les chefs francs-maçons de l'association insurrectionnelle s'inclinent très bas devant les nouveaux venus, et imposent le même respect à leurs adhérents disciplinés : Le drame, encore tout chaud, s'achève en escamotage... (75). Mais, par contre, si l'entreprise a échoué, la Franc-Maçonnerie assiste, impassible, à la déroute de la rébellion et aux représailles qui la suivent. Elle répudie toute solidarité avec les vaincus et se drape plus que jamais dans son manteau de neutralité politique. Tout au plus s'efforce-t-elle — en attendant l'occasion de tramer une nouvelle conspiration — de tirer parti des violences de la répression pour

(75) Un joli modèle de cette opération nous est donné par notre Révolution de 1848. Le plus gros effort de la lutte avait été fourni par la « Société des Saisons », fondée par Barbès et Blanqui. Or ce furent — sauf une ou deux exceptions — des maçons des Loges bourgeoises que les insurgés virent s'installer à l'Hôtel de Ville comme membres du Gouvernement provisoire; et leurs chefs, en acclamant les noms de ces maçons, les forcèrent à les accepter. De même, à Lisbonne, en Octobre 1910, les **Carbonari** portugais virent les FF∴ Théophile Braga, Bernardino Machado, et autres intellectuels restés étrangers au combat, se proclamer Gouvernement provisoire. Un seul carbonaro figurait parmi eux, José d'Almeida.

Sur le champ de bataille franco-juif



M. Lépine : Cette pièce est avilissante !..

Un Abonné : C'est ce que je viens de dire et l'on m'a passé à tabac !... Pourtant j'ai droit aux égards et à la protection de votre police !....

M. Lépine : Et pourquoi ça ?...

L'Abonné : Parce que je déserte Mossieu !...

prép
époc
tion
niqu
apr
c'es
par
ag
ta
gie
fru
da
pa
bu
si
da
da
el

e
t
M
c

rendre un peu plus impopulaire le pouvoir dont elle a juré la perte.

Le type parfait de ces associations révolutionnaires, filiales de la Franc-Maçonnerie et exécutrices de ses décisions violentes, a été fourni par la « Charbonnerie » (76). A l'époque où l'ambition dynastique de Napoléon commença à porter ombrage à la puissance maçonnique, qui avait en grande partie fait sa fortune, des résistances locales surgirent un peu partout, à l'Étranger, encouragées par les Loges — jusque là les meilleures auxiliaires de l'Empereur des Français. La Maçonnerie allemande donna naissance au *Tugend Bund*, dont la véritable histoire est encore à écrire; la Maçonnerie italienne, et surtout napolitaine, engendra la « Charbonnerie ». Ces forces nouvelles travaillèrent à abattre la domination impériale, coopérant ainsi à l'œuvre des dynasties légitimes, mais avec un but final tout différend : on le vit bien quand, les Français chassés, les *Carbonari* se retournèrent contre les souverains qu'ils avaient contribué à délivrer et entreprirent d'établir partout la République.

Nous n'avons pas à rappeler ici comment le Carbonarisme napolitain fit tache d'huile, à partir de 1818, sur l'Italie tout entière, et ensuite sur l'Europe (77). Qu'il nous suffise de signaler

(76) L'appellation de Carbonari, ou Charbonniers, date des anciennes guerres civiles de l'Italie. On donnait ce nom aux adhérents du parti Guelfe qui, en beaucoup d'endroits, se réunissaient au milieu des bois, dans des cabanes de charbonniers, pour échapper à la surveillance des Gibelins. Le mot resta dans la langue, avec la signification générale de « conspirateurs », et il fut repris, au début du XVIIIe siècle, par la Maçonnerie révolutionnaire.

(77) La « Charbonnerie » française date de 1821. A cette époque, la Franc-Maçonnerie française n'avait pas renoncé à donner le change au Pouvoir sur son loyalisme; mais la plupart des loges parisiennes, et notamment celle des **Amis de la Vérité**, étaient devenues le centre d'incessantes agitations. Deux membres de cette loge, les FF∴ Dugied et Joubert, avaient été compromis dans la conspiration du 19 août 1820. Pour se mettre à l'abri des recherches de la police, peut-être aussi chargés d'une mission spéciale, ils se rendirent à Naples, où le Carbonarisme était en train de saper les bases de la monarchie des Deux-Siciles. Par l'intermédiaire de la Franc-Maçonnerie napolitaine, ils furent promptement mis en rapport avec les organisations carbonaristes et les étudièrent de très près. Au mois de Février 1821, le F∴ Dugied rentrait à Paris. Il y avait été précédé par le F∴ Joubert, qui avait recruté quelques membres sûrs pour l'entreprise projetée. On les convoqua rue de la Clef, au domicile de l'étudiant en médecine Bazard, qui allait devenir le grand homme de la « Charbonnerie » française. Il y avait là surtout des jeunes gens, hardis et passionnés : Buchez, Flottard, Carial, Guinard, Sigond, de Corcelle fils, Sautelet, Rouen aîné, Limpérani; tous se rallièrent à la proposition du F∴ Dugied, de constituer une société secrète révolutionnaire qui prendrait à la « Charbonnerie » italienne son

que c'est vers 1823 qu'apparurent au Portugal les premières « ventes » de Carbonari. La Franc-Maçonnerie portugaise, pressentant la guerre acharnée que dom Miguel allait lui faire, avait organisé fortement, dans ces groupements, les étudiants, les ouvriers, les sous officiers et soldats sur lesquels elle avait action.

nom et ses principes généraux d'organisation.

L'étudiant Bazard, qui devint, sans en avoir le titre, le chef véritable du mouvement, dressa le plan de la société. Elle se composa d'une **Vente suprême,** dont firent partie tous les présents à la première réunion (et, par la suite, le général La Fayette, Laffitte, Dupont (de l'Eure), Voyer d'Argenson, Horace Vernet, Manuel, de Corcelle père, Armand Carrel, Cavaignac, Jacques Koechlin, Mocquart, Mérilhou, Victor Cousin, Arnold Schoeffer, Ulysse Trélat, Chaix d'Est Ange). Chacun des dirigeants formant la **Vente Suprême** organisa une Vente Centrale, composée de vingt membres au maximum et dont il fut le chef; les adhérents de ces Ventes Centrales prêtaient serment d'obéissance à la **Vente Suprême,** dont ils ne connaissaient qu'un membre : celui qui avait fondé leur Vente Centrale. Chacun des membres d'une Vente Centrale devait ensuite fonder et diriger une Vente Particulière composée aussi, au maximum, de vingt carbonari, qui prêtaient le serment d'obéissance aveugle à la **Vente Suprême** inconnue. Tout carbonaro payait une cotisation de 1 fr. par mois et s'engageait à se munir (avec le secours de l'association, s'il était pauvre) d'un fusil et de 25 cartouches. Sous peine de mort, il lui était défendu de changer de Vente sans l'autorisation des chefs suprêmes, ou de s'introduire dans une autre Vente que la sienne. De cette manière, la trahison possible d'un adhérent ne pouvait avoir d'effets décisifs : il lui était possible de livrer à la police les noms des membres de sa Vente, mais il ignorait tout du reste de l'organisation, et surtout de la **Vente Suprême,** qui, par ce moyen, resta toujours inconnue.

Soit grande prudence des fondateurs de la « Charbonnerie », soit insuffisance de la police royale (qui comptait, d'ailleurs, beaucoup de fonctionnaires francs-maçons), l'association naissante n'éveilla aucun soupçon — bien que beaucoup de réunions de Ventes eussent lieu dans des chambres meublées d'étudiants. En quelques mois, on compta à Paris 50 Ventes en pleine activité, formant près d'un millier d'adhérents. Trois membres de la **Vente Suprême** furent alors envoyés en Province pour y organiser le mouvement : Buchez, dans l'Est; Dugied, dans l'Ouest; Schoeffer, dans le Midi. Partout la Franc-Maçonnerie locale ouvrait le chemin aux envoyés, les abouchait avec les FF∴ les plus énergiques, leur indiquait, en dehors des Loges, les personnalités à s'attacher. Certains groupes secrets, à tendances bonapartistes, qui s'étaient formés dans l'Armée, se fondirent dans l'organisation nouvelle; dans l'Ouest, la société secrète des **Chevaliers de la Liberté** y adhéra en bloc; en deux ans, il y eut en France un millier de Ventes, comptant au moins quinze mille Carbonari (chiffre qui est considérablement grossi par certains des historiens de la secte). A Paris, la **Vente Suprême** (qui avait, on l'a vu, ouvert son sein à quelques parlementaires et financiers, et dont La Fayette était le chef nominal) s'était subdivisée en quatre sections : le Comité d'Action, présidé par Bazard, et chargé d'organiser les coups

Les Carbonari furent l'élément le plus actif des agitations révolutionnaires du Portugal, de 1823 à 1834; décimés par la guerre civile, proscrits et presque anéantis à plusieurs reprises, ils se re-

de force; les Comités de l'Armement, du Recrutement et des Finances. Le gouvernement royal dormait en paix sur cette poudrière...

Le 2 Janvier 1822, le Carbonarisme était déjà assez fort pour organiser le coup de main de Belfort, que la plupart des garnisons d'Alsace et de Lorraine, peuplées de Ventes militaires, étaient prêtes à appuyer. L'entreprise manqua à cause des indécisions de La Fayette; mais, grâce à l'organisation carbonariste, et bien qu'il y eut eu commencement d'exécution, on ne put découvrir qu'un nombre infime de conjurés. Puis, ce furent l'affaire des Quatre Sergents de la Rochelle (Septembre 1822), l'entreprise du général Berton sur Saumur (Octobre 1822), et toute une série d'échauffourées et de prises d'armes à Paris. Le 29 juillet 1830 enfin, quand tomba la Monarchie légitime, c'est le F∴ Joubert, un des deux « inventeurs » de la Charbonnerie Française, qui arbora sur les Tuileries le drapeau tricolore.

La Charbonnerie se survécut, sous le règne de Louis Philippe, dans diverses sociétés secrètes (la Société des Droits de l'Homme, la Société des Familles, la Société des Saisons) où se groupèrent les républicains. Le principal organisateur de ces sociétés, qui se succédèrent en se perfectionnant, fut Martin Bernard, disciple et successeur de Bazard (qui était mort en 1832, après avoir versé dans le socialisme humanitaire du P. Enfantin.) Il était entouré de Barbès, Blanqui, Albert, Grandménil, Caussidière, Lagrange et Flocon. Voici un aperçu de l'organisation de la **Société des Saisons**, la dernière en date, qui prit une part décisive à la Révolution de 1848 : L'unité de formation était la « semaine » composée de six membres et commandée par un « dimanche »; quatre « semaines » formaient un « mois » sous le commandement d'un « Juillet ». Trois « mois », groupés en « saison », avaient au dessus d'eux un « printemps ». Une « année », qui comptait quatre « saisons », obéissait à un « agent révolutionnaire » et comptait en tout, cadres compris, 353 hommes.

Mieux disciplinée encore que le Carbonarisme, la **Société des Saisons** fut moins nombreuse : elle ne compta guère plus de 3.000 adhérents, dont 1.200 à Paris. Ses chefs avaient imaginé de la passer en revue, en plein jour et sur la voie publique, sans que la police s'en doutat. Dans ce but, ils choisissaient une longue rue coupée par un grand nombre de voies transversales; ce fut le plus souvent la rue Saint-Honoré. Une de ces rues transversales était assignée à chaque « mois », dont les « semaines » s'échelonnaient à quelque distance les unes des autres, de préférence chez des marchands de vins. A l'entrée de cette rue se tenait le « juillet ». Partis d'un bout de la grande rue, l'état-major de la Société croisait ainsi chaque « juillet », qui lui murmurait au passage le chiffre des hommes présents dans son « mois ». Ces revues, qui passaient inaperçues dans le mouvement de midi, avaient une grosse importance, car les conjurés qui répondaient à l'appel ne savaient jamais si elles ne se termineraient pas en prise d'armes et se tenaient prêts à toute éventualité. C'est notamment à la suite d'une de ces revues qu'eut lieu la sanglante émeute du 12 Mai 1839. (Consulter : Jean Wilt, **Mémoires**

formèrent toujours. Et ils ne rentrèrent vraiment dans l'ordre qu'après la chûte de dom Miguel, quand la Franc Maçonnerie, assurée du triomphe, n'eut plus besoin de ces troupes turbulentes et donna à leurs chefs le signal du licenciement.

Celui-ci, toutefois, ne fut pas absolu. Il est dans les traditions maçonniques de ne jamais mettre complètement fin à l'existence d'une organisation filiale ou d'un rite ayant un but particulier. L'objectif qui avait provoqué la création de ce rite ou de cette filiale est-il atteint ? l'organisation est-elle, de ce chef, momentanément sans objet ?... On la laisse « tomber en sommeil », pour employer une expression maçonnique qui dit merveilleusement ce qu'elle veut dire. Mais on a soin de conserver un noyau de quelques membres qui perpétueront, dans le silence, les traditions de l'association disparue et se recruteront à petit bruit de génération en génération. Vienne ensuite telle circonstance, vingt ou cinquante ans plus tard, qui rende nécessaire la résurrection de l'organisation dispersée, et la Franc Maçonnerie n'aura qu'un signe à faire : le noyau permanent sera là, prêt à se transformer en cadres tout instruits, et il lui suffira d'un an ou deux de recrutement intensif pour rallier une nouvelle armée.

C'est ce qui est arrivé pour la Maçonnerie Martiniste, entrée en sommeil en 1818, et qui parut un moment définitivement disparue : quelques membres, recrutés avec soin, la perpétuèrent jusqu'en 1891, où sa réapparition fut jugée utile; un étudiant en médecine, Gérard Encausse (Dr Papus) la réorganisa alors, et en fit une des plus redoutables forces de la Révolution internationale. C'est aussi ce qui est arrivé pour les *Carbonari* portugais : on ne les licencia jamais complètement, et la Haute Maçonnerie eut soin de maintenir la Loge symbolique *Jeune Portugal,* avec laquelle Mazzini fut un moment en correspondance, et qui est restée jusqu'à nos jours la gardienne des archives et des traditions de la « Charbonnerie » portugaise (78).

Secrets; Charles Nô, **Les Carbonari;** Saint Edme, **Constitution du Carbonarisme;** Ulysse Trélat, **Souvenirs.**)

(78) Il ne faut pas confondre (comme l'ont fait nos confrères parisiens) la Loge **Jeune Portugal** avec la **Haute Vente** des Carbonari portugais. Ces deux organisations sont distinctes. La Loge **Jeune Portugal,** qui ne fut jamais dissoute, est l'organisme conservateur de la « Charbonnerie »; elle exerce un pouvoir doctrinal, maintient les traditions de l'Ordre et nomme aux grades supérieurs : c'est à peu près le rôle du Grand Collège des Rites dans la Franc-Maçonnerie française. La **Haute Vente** réorganisée en 1895, a la charge de l'administration matérielle et de l'action : C'est un peu le Conseil de l'Ordre. Bien entendu, ces assimilations ne sont qu'approximatives, car la discipline de fer du Carbonarisme, l'isolement des membres par petites fractions de quelques individus, le serment d'obéissance aveugle à des chefs inconnus, sont des choses très différentes des mœurs de la Maçonnerie bourgeoise, qu'elle soit française ou portugaise. En fait, c'est la Loge **Jeune Portu-**

En 1895, quand dom Carlos répondit aux troubles de Porto par une réforme des Cortès dans le sens autoritaire dont nous avons parlé, la réorganisation des Carbonari fut décidée et les membres de la Loge *Jeune Portugal* formèrent une *Haute Vente* et quelques Ventes particulières. C'était une précaution prise pour l'avenir, plutôt qu'une levée de boucliers sérieuse, et le recrutement des conjurés ne fut pas poussé activement. La secte, à cette époque, n'en était encore qu'à la préparation des esprits, par la création de journaux républicains, de sociétés philharmoniques et de secrétariats du peuple, par la diffusion de libelles injurieux pour le roi et la reine, qui devaient bientôt trouver leur expression la plus abjecte dans un roman tiré à des dizaines de milliers d'exemplaires : *le marquis de Bacalôha* (79). Mais la réapparition du Carbonarisme indiquait que le temps était proche où ces procédés de sape sournoise feraient place à l'attaque de vive force.

Renchérissant encore sur les précautions des anciens Carbonari, les membres de la Loge *Jeune Portugal* avaient résolu de sectionner à l'extrême leur organisation, de manière qu'une indiscrétion ne put livrer aucun renseignement vraiment utile sur l'ensemble et les forces du mouvement. En conséquence, l'unité de formation ne fut plus, comme à l'époque mazziniste, la Vente, de 20 membres, mais le Canteiro (chantier) comopsé de 5 membres seulement. Cette précaution, qui paraissait bien inutile en 1895, où la sécurité du Pouvoir était profonde, mit plus tard les Carbonari à l'abri de la police de João Franco : malgré toute son activité, celle-ci ne put mettre la main que sur des groupes infimes, et l'association ne fut jamais sérieusement menacée dans son existence.

Voici un aperçu de sa constitution assez compliquée :

Le pouvoir doctrinal étant réservé à la Loge *Jeune Portugal* (qui servait de lien avec la Maçonnerie portugaise, et qui, seule,

qui est l'âme du Carbonarisme portugais et qui inspire la **Haute Vente** elle-même; c'est par cette Loge que la Franc-Maçonnerie ordinaire exerce une action décisive sur la « Charbonnerie », en apparence indépendance. Le Vénérable de la Loge **Jeune Portugal** est le F∴ Antonio Maria da Silva, dont la Révolution a fait un directeur des Postes; le président de la Haute Vente est un officier d'administration de la Marine,
sident de la Haute Vente est un officier d'administration de la Marine,
l'enseigne Machado Santos, qui a commandé les rebelles au cours de l'insurrection d'Octobre dernier. Ces deux carbonari ont un rang égal; ils reconnaissent pour Grand-Maître de la « Charbonnerie » portugaise Le F∴ Luz Almeida, dont l'autorité s'exerce à la fois sur la Loge **Jeune Portugal** et sur la **Haute Vente.** Le F∴ Luz Almeida (qui s'est contenté, dans la curée des places, des fonctions de bibliothécaire de la ville de Lisbonne), a été l'organisateur patient et habile du Carbonarisme, comme l'enseigne Machado Santos en fut l'homme de main.

(79) Ce roman rééditait contre la reine Amélie les accusations infâ-

pratiquait un rituel intérieur), la direction active revenait à la *Haute Vente*, présidée par l'enseigne Machado Santos et dont le chiffre total de membres ne dépassa jamais quarante. Chacun des membres de la *Haute Vente* avait la charge de diriger une ou deux Ventes particulières, dont l'effectif complet était de 229 hommes, répartis et hiérarchisés comme suit :

A. — Le membre de la *Haute Vente* dirigeant la Vente Particulière.

B. — Quatre carbonari ayant le titre de « maîtres sublimes » et composant le Conseil de la Vente. Ils ne connaissaient de la *Haute Vente* que son existence et la personne du membre précité, qui leur transmettait les ordres de l'Aréopage invisible.

C. — Ces quatre « maîtres sublimes » étaient chacun le chef d'un « Cabane », ou sous-groupe. La « Cabane » se composait de quatre « maîtres » qui reconnaissaient le « maître sublime » pour le délégué de l'autorité supérieure inconnue.

D. — Chacun des quatre « maîtres » formant la « Cabane » avait la direction d'une *choca* (ou *réduit*), composée de quatre « aspirants » qui lui devaient la même obéissance aveugle.

E. — Enfin chaque « aspirant » commandait un « chantier » composé de quatre *rachadores*, ou bûcherons.

Le membre délégué par la *Haute Vente* à la direction d'une Vente particulière était donc passivement obéi par 4 « maîtres sublimes » (les seuls qui, dans la Vente, connussent son identité), 16 « maîtres », 64 « aspirants » et 144 « bûcherons », soit, au total, 228 hommes (80). Chaque « chantier » ignorant les « chantiers » voisins, chaque gradé n'étant renseigné que sur les hommes placés sous ses ordres, et n'étant personnellement connu que de ses subordonnés immédiats, les risques à courir étaient réduits au minimum : les révélations d'un « bûcheron » pouvaient livrer tout au plus ses trois camarades et son chef; celles d'un « aspirant » compromettaient dix hommes en tout; quant aux grades supérieurs, les choix furent faits avec tant de prudence qu'aucune indiscrétion ne se produisit jamais. La menace d'assassinat, d'ailleurs, était suspendue sur la tête de tous, en cas de bavardage possible. Quant à la surveillance de la police, elle était impossible à établir sur de brèves réunions de cinq personnes, toujours

mes propagées jadis contre Marie-Antoinette par les pamphlets maçonniques du XVIII[e] siècle. Saisi par la police, il fut réimprimé à plusieurs reprises et distribué clandestinement. Il a été traduit en français et publié dans **l'Action** du F∴ Henry Bérenger.

(80) Cette organisation minutieuse, cette hiérarchie fanatisée aident à comprendre comment, sur un signal, les Carbonari purent opposer des Compagnies parfaitement disciplinées aux troupes du gouvernement, que la surprise et la désertion paralysèrent. Unité du commandement,

les mêmes, qui se tenaient n'importe où, sur la voie publique, dans un domicile privé, dans un café, ou au cours d'une partie de campagne. Il eut fallu en arriver à suspecter tous les Portugais qui entretenaient ensemble des rapports amicaux (81).

En constituant cette armée habilement dissimulée, la Franc-Maçonnerie désorganisait, du même coup, les forces de résistance du pouvoir royal : en effet, la propagande carbonariste fut dirigée activement sur l'Armée et la Marine et ne tarda pas à amener l'affiliation d'un grand nombre de sous-officiers et de soldats; beaucoup d'officiers même furent gagnés. Imitant en cela les Carbonari de 1820 et de 1830, la *Haute Vente* portugaise créa des Ventes réservées aux militaires; elle mit les officiers à part, dans des « chantiers » spéciaux, pour ne pas les exposer à la camaraderie compromettante de leurs hommes; mais elle obligea ces derniers à saluer tous leurs supérieurs indistinctement d'une façon particulière, différant imperceptiblement du salut réglementaire. Les soldats ignoraient ainsi si le chef qu'ils saluaient était carbonaro, mais l'officier affilié était immédiatement renseigné (82).

A l'époque où João Franco arriva au Pouvoir, cette organisation n'était encore qu'ébauchée et le Carbonarisme comptait à peine un millier de membres. La crainte inspirée à la Franc Maçonnerie par le ministre fit hâter le recrutement des émeutiers et les préparatifs de guerre civile.

énergie des cadres, obéissance passive des soldats, tout ce qui fait d'ordinaire la supériorité du Pouvoir, tout cela se trouvait à Lisbonne du côté de l'insurrection.

(81) Des carbonari qui faisaient partie des mêmes régiments de la garnison, qui servaient sur les mêmes navires, ou qui travaillaient côte à côte dans les mêmes bureaux, ne surent qu'ils étaient « primos » (« cousins », noms que les carbonari se donnent entre eux) que le jour où l'insurrection éclata : ils faisaient partie de « chantiers » différents de la même Vente... Aux avantages, indiqués plus haut, de ce mode d'organisation, il faut ajouter celui-ci : que les adhérents, étant dans l'impossibilité de se rendre compte de l'importance numérique de la conjuration, eurent une confiance enthousiaste dans les déclarations de leurs chefs. C'est peut-être ce qui a amené le Grand-Maître des Carbonari portugais, M. Luz Alméida, à essayer d'impressionner aussi le public par ses exagérations; il a affirmé à M. Jules Sauerwein, dans une interwiew publiée par le **Matin** (22 Janvier 1911), que les Carbonari portugais sont au nombre de 40.000... Rappelons-nous que nous sommes en Portugal, pays où l'on dit, non pas « mille cavaliers », mais « 4.000 pieds de chevaux »; en fait, il semble bien que le nombre des carbonari portugais ne dépasse pas 8 à 9.000 hommes, ce qui est, d'ailleurs, déjà considérable.

(82) M. Luz Alméida, dans son interwiew avec M. Sauerwein, s'est servi de cette particularité pour essayer de prouver que les Carbonari n'ont pas voulu « attenter à la discipline militaire ». Singulière préoccupation de la part des hommes qui ont soulevé une moitié de l'armée contre l'autre, qui ont fait massacrer plusieurs centaines d'officiers et de soldats fidèles, et qui ont bombardé le palais de leur souverain.

Dictature et Régicide

Le nouveau chef du gouvernement s'était mis résolument à la besogne. Après avoir, suivant la tradition, dissout les Cortès et convoqué les électeurs, il tint à ces derniers un langage qu'ils n'étaient guère accoutumés à entendre : « Je ne vous promets », « leur dit-il, « ni places, ni faveurs, ni travaux, ni chemins de fer. « Je ne vous promets rien que de faire régner l'honnêteté dans « l'administration publique ». Ces paroles furent accueillies favorablement par les catholiques (qui s'organisaient plus sérieusement chaque jour et commençaient à fonder des journaux à fort tirage), par les légitimistes, soucieux avant tout de probité, par les propriétaires fonciers et le monde du commerce. Mais les « caciques » furent loin de s'associer à cet état d'esprit; et, comme les élections dépendaient d'eux, ils firent élire une Chambre hostile au ministère et composée en majorité de Progressistes, c'est à dire de membres du parti le plus effrontément budgétivore.

Cependant, les débuts de la Législation furent très calmes : la plateforme choisie par Joâo Franco, « Honnêteté et Liberté », ne permettait guère qu'on lui fit une opposition de principe; il fallait l'attendre aux actes pour tenter de le renverser. De son côté, le premier ministre était momentanément satisfait d'avoir fait entrer au Parlement, malgré les « caciques », un certain nombre d'amis de sa politique. Il calculait que deux années de gouvernement lui permettraient de fortifier le parti des Réformes, de détruire l'omnipotence électorale du « caciquisme » et de faire enfin des élections qui briseraient le cadre des vieux partis. La question était donc de vivre deux années, et c'était pour cela que Joâo Franco avait exigé de dom Carlos la promesse d'être soutenu jusqu'au bout contre l'hostilité du Parlement, et de gouverner au besoin sans Parlement.

Il fallait cependant aborder l'exécution du programme ministériel : Joâo Franco commença son œuvre (le 20 Mars 1907) par une réforme profonde de la comptabilité publique. Nous avons indiqué précédemment (83) quels vols de toute espèce cette comptabilité cachait : exemption d'impôts injustifiées, traitements payés à des fonctionnaires décédés, multiples titulaires pour un même emploi, ou cumuls de sinécures fructueuses. Tout cela fut compris par le ministre dans un vaste coup de balai, qui atteignit toute la clientèle électorale des vieux partis. Le Budget s'en trouva délesté d'autant, mais des clameurs furieuses s'élevèrent du côté des lésés, qui sommèrent la majorité de la Chambre de venir à leur secours. Celle-ci, qui ne demandait qu'à les entendre, mit à plusieurs reprises le ministère en minorité (avril 1907).

L'heure était venue pour Joâo Franco de tenter l'aventure qu'il méditait. Il exposa son plan à ses collègues : dissoudre la Cham-

(83) Voir la Revue Antimaçonnique de Janvier, note 68.

bre; s'abstenir d'en convoquer une autre dans le délai de trois mois prescrit par la Constitution; profiter de ce répit pour réaliser, à coups de décrets, les réformes combattues par les politiciens et pour organiser fortement le parti réformateur; puis, l'œuvre achevée, la faire juger par les électeurs, débarrassés du joug des « caciques », dont l'influence cesserait dès qu'ils ne disposeraient plus de la manne budgétaire. Le ministre ajouta que ce plan avait la pleine approbation du roi, qui s'était engagé à en aider l'exécution de tout son pouvoir.

Le cœur faillit à plusieurs des collaborateurs de João Franco, qui préférèrent rendre leurs portefeuilles plutôt que de risquer une pareille entreprise. Sans se laisser émouvoir par ces défections, non plus que par les clameurs des parlementaires, celui qu'on commençait à appeler « le Dictateur » passa outre : le 10 mai 1907, il prononça la dissolution de la Chambre et annonça qu'il ne convoquerait pas les électeurs avant que la situation politique lui parut améliorée.

Rien ne peut donner une idée de l'effervescence qui se manifesta alors dans le royaume. La concentration des vieux partis s'était faite autour de l'assiette au beurre menacée, et leurs imprécations montaient contre le trouble-fête; en même temps, la Franc-Maçonnerie, comprenant qu'une partie décisive se jouait, mettait toutes ses forces en action contre le ministre; elle le faisait vouer à l'exécration publique par la Presse portugaise, qui est en grande majorité maçonnique; elle multipliait les « meetings » incendiaires et poussait activement le recrutement des Carbonari. En même temps, les agences maçonniques et juives, qui font l'opinion de la Presse mondiale, télégraphiaient dans toutes les directions les nouvelles les plus alarmantes : le Portugal était abandonné à la dictature d'un névrosé, qui faisait courir les plus grands périls à la sécurité de tous, la prorogation des Chambres était un attentat inouï, la Terreur régnait dans le pays (84).

(84) Pour juger la bonne foi de ceux qui tenaient ce langage, il faut se rappeler qu'à ce moment aucune arrestation d'agitateur et aucune échauffourée n'avait encore eu lieu depuis que M. Franco était aux affaires — alors que, sous les ministères précédents, tant Progressistes que Régénérateurs, de nombreux conflits sanglants s'étaient produits entre l'armée et le peuple. Quant à la prorogation des Chambres, dans deux circonstances antérieures, les ministères Hintze Ribeiro et Luciano da Castro l'avaient sollicitée du roi, sans l'obtenir il est vrai : leurs anciens partisans n'en étaient que plus violents contre « le Dictateur ». L'agitation contre ce dernier revêtait un caractère nettement maçonnique : le 1[er] Mai 1907, par exemple, eut lieu à Lisbonne une manifestation républicaine à laquelle 30.000 personnes prirent part. Le **Diario de Noticias**, un des journaux de la secte, reconnut que cette manifestation avait été préparée par les Loges.

L'agitation, qui d'abord n'avait visé que le ministre, ne tarda pas à atteindre le roi. Celui-ci, fidèle à sa parole, laissait sa pleine liberté d'action à João Franco, et répondait sommairement aux députations qui lui étaient envoyées pour demander la convocation des Chambres : « Je ferai part de vos observations à mon gouvernement ». Quand il fut avéré que dom Carlos n'interviendrait pas, son nom fut associé, dans les malédictions journalières, à celui du « Dictateur », et la Presse maçonnique monta contre le souverain le scandale des « avances à la Couronne » (85).

Cette fois, le ministre perdit patience. Sa police lui transmettait, d'ailleurs, sur la gravité du mouvement, les détails les plus inquiétants : non seulement les meetings républicains agitaient profondément la population ouvrière, mais encore des conciliabu-

(85) Un tapage mondial a été fait autour de cette question des « avances à la Couronne » et il n'est pas un petit journal de sous-préfecture qui, sur la foi des grandes agences juives, n'ait publié que le roi de Portugal avait abusé de son autorité pour piller les finances de son pays. La vérité est beaucoup moins dramatique. La liste civile du souverain portugais, telle que l'avait fixée la Constitution de 1834, était très faible. Elle fut réduite encore quand, en 1867, dom Luiz Ier en abandonna une partie pour aider le pays à rétablir ses finances. Sous dom Carlos Ier elle était devenue de beaucoup insuffisante pour faire face aux charges de la Couronne, qui comprenaient notamment les dépenses d'entretien de plusieurs palais royaux, joyaux historiques des plus précieux, mais des plus coûteux. Les œuvres de bienfaisance de la reine Amélie absorbaient aussi de grosses sommes. En vain, la famille royale avait-elle réduit ses frais de représentation (au point que le peuple de Lisbonne critiquait vivement sa simplicité de vie, qui ne favorisait pas la prospérité locale) : il avait fallu en venir à demander au Trésor des avances sur la liste civile des années à venir.

Il résultait de tout cela une situation humiliante pour le roi, et le ministre voulut y mettre fin : par décret, sans augmenter la liste civile, il dégreva la Couronne de certaines des charges qui, jusque-là, lui incombaient, et donna, (ce qui se fait chaque jour en matière financière), un effet rétroactif à cette mesure. C'était, en fait, libérer le roi de sa dette envers le Trésor.

Il était impossible de contester le bien fondé du dégrèvement intervenu; mais la presse maçonnique eut soin de se rabattre sur la forme : « Un décret royal avait annulé une dette royale ! dom Carlos volait la Nation ! » tel fut dès lors le leit-motiv des polémiques, qui discréditèrent profondément la monarchie auprès des âmes simples. Après la Révolution, le règlement des avances à la Couronne devint un chef d'accusation contre João Franco : on le taxa de concussion (!) et on le fit arrêter; mais le tribunal devant lequel il fut traduit ne put que reconnaître la parfaite correction de l'opération effectuée. Furieux du jugement, le gouvernement maçonnique envoya les juges trop scrupuleux dans la colonie chinoise de Macao. Quant à João Franco, on essaya de le faire massacrer sur les marches mêmes du Palais de Justice, et il n'échappa que par miracle aux révolutionnaires ameutés.

les mystérieux lui étaient signalés, un recrutement révolutionnaire s'effectuait, à petit bruit, dans l'armée et dans la flotte, des dépôts de fusils et de cartouches, des fabriques de bombes avaient été signalés en divers endroits. Faisant cause commune avec les pires agitateurs, certains conservateurs, lésés par les réformes, appelaient de tous leurs vœux quelque coup de force (86). Pour lutter contre ces préparatifs de révolution, João Franco n'avait que la bonne volonté royale : il s'en servit. Un décret réglementa de manière restrictive la liberté de la presse; les réunions publiques organisées par les républicains furent interdites; enfin, une instruction criminelle fut ouverte contre les groupements de carbonari, dont on devinait l'action plus qu'on ne la voyait; des perquisitions multipliées permirent de mettre la main sur quelques dépôts d'armes et d'arrêter quelques affiliés, tous malheureusement appartenant aux grades inférieurs.

Les conspirateurs, maintenant victorieux, n'ont pas encore jugé à propos de révéler quels étaient leurs desseins à la fin de 1907, et sans doute ne connaîtra-t-on jamais la vérité exacte sur les trames qu'ils avaient ourdies à cette époque. Certains indices permettent toutefois de croire qu'ils méditaient tout à la fois l'assassinat de la famille royale et celui du premier ministre, qui eussent coïncidé avec une prise d'armes générale des Carbonari. C'était l'époque où le F∴ Magalhaës Lima, Grand Maître du Grand Orient Lusitanien, qui avait jugé prudent de passer la frontière dès la nouvelle des premières perquisitions, annonçait dans un banquet organisé en son honneur que de graves nouvelles allaient arriver du Portugal, et buvait d'avance « à la République portugaise » (87).

Le secret du complot n'était pas si bien gardé que quelques échos n'en fussent parvenus aux oreilles du premier ministre. Il

(86) C'est à cette époque que M. Hintze Ribeiro étant mort, M. de Vahena, qui lui succéda à la tête du parti Conservateur, n'hésita pas à écrire : « Cela finira par une révolution ou par un crime ». C'était faire appel à l'assassinat du ministre; la Franc-Maçonnerie devait frapper plus haut encore.

(87) Fin Novembre 1907, le F∴ Magalhâës Lima fut reçu en grande pompe par les loges **Cosmos** et **Garibaldi**, de la « Grande Loge de France ». A la Loge **Cosmos** (l'une des plus importantes du rite écossais et dont le Vénérable était alors le juif Mosès, membre du Conseil Fédéral du rite) l'ordre du jour de la « tenue » était ainsi rédigé : « **Le Portugal. Décadence de la Monarchie. Nécessité d'un régime républicain. L'avènement de la République !...** »

De son côté, le F∴ Bernardino Machado, aujourd'hui membre du gouvernement provisoire, et alors président du Directoire républicain, déclarait publiquement, sans quitter Lisbonne : « Nous emploierons l'action directe dès que ce sera opportun ».

est avéré qu'à la fin de Novembre 1907, celui-ci était avisé qu'une explosion révolutionnaire allait se produire sous quelques semaines. Pour ôter à l'agitation son prétexte le plus sérieux, il lança alors l'ordre de convocation des électeurs pour le commencement d'Avril 1908 — ce qu'il pouvait faire sans danger désormais, les collèges électoraux, travaillés, permettant d'espérer une majorité réformiste. Quelques mois encore, et le « Dictateur » rentrait dans la légalité constitutionnelle, ayant accompli le programme de réformes que chacun avait d'abord considéré comme irréalisable.

Cela, l'ennemi invisible ne pouvait pas le permettre sans s'avouer vaincu. Il fut donc décidé dans les conciliabules de la secte que le grand coup serait frappé avant que le mois de Janvier s'achevât, avant le retour au régime constitutionnel par conséquent. La nuit du 27 au 28 Janvier fut choisie pour la prise d'armes. Renseigné par sa police sur l'imminence du danger, João Franco demanda à la famille royale d'aller passer un mois dans une de ses résidences d'été, à 48 lieues de Lisbonne, et il se prépara à tout événement.

Nous avons déjà dit que João Franco connaissait mal le rôle exact joué par la Franc Maçonnerie dans la poussée révolutionnaire qui se manifestait; la présence de francs-maçons à la tête de ce mouvement lui paraissait le fait d'initiatives isolées. Un vaste coup de filet, qui eut vidé les Loges, aurait paralysé la Révolution; mais, pour le donner, il eut fallu être renseigné sur la Franc Maçonnerie, son but et ses procédés d'action : nul ne l'était alors en Portugal. Les Carbonari, eux, étaient connus pour des ennemis déclarés et la principale ressource d'une insurrection possible; mais le mystère de leur organisation n'avait pu être pénétré. Bref, le « Dictateur » ne possédait qu'un seul renseignement précis : la date pour laquelle on préparait la prise d'armes, et cela lui suffit pour porter à l'adversaire les coups les plus dangereux.

A défaut de preuves formelles contre les conjurés, João Franco possédait, en effet, des renseignements fort complets sur les personnalités de toutes classes qui favorisaient le mouvement, depuis certains pairs du Royaume, comme le F∴ comte José d'Alpoïm, jusqu'à des universitaires comme MM. Affonso Costa et José d'Alméida (aujourd'hui membres du gouvernement provisoire) et jusqu'à des carbonari ouvriers, orateurs de réunions populaires. Sans savoir quel rôle chacun d'entre eux pouvait jouer dans le complot, on pressentait qu'ils devaient en tenir certains fils. Les arrêter simultanément et à l'improviste, c'était donc paralyser, pour un certain temps, le complot lui-même et courir la chance de découvertes intéressantes. Le 27 Janvier furent opérées, à la fois, une cinquantaine d'arrestations, et la liste en avait été dressée avec tant de bonheur que la moitié portèrent sur des carbonari qui devaient jouer un rôle dirigeant dans la révolte de la nuit suivante : deux des principaux chefs furent même arrêtés (88).

(88) Chez deux des personnages arrêtés on trouva des fabriques d'ex-

Ce coup d'audace du pouvoir, qui permettait de le croire mieux renseigné qu'il n'était, la perturbation apportée au fonctionnement de la machine carbonariste (merveilleuse, on l'a vu, mais complexe à l'excès), l'impossibilité où furent les conjurés de changer en quelques heures leurs dispositions, tout cela jeta les révolutionnaires dans une confusion inexprimable. Le plus grand nombre, se croyant trahi, ne bougea pas; les autres allèrent tout de même aux postes indiqués et eurent avec la garde municipale et la police des conflits promptement terminés; enfin le coup de main qui devait être tenté contre João Franco lui-même se heurta à une garde solidement organisée autour de son domicile. Quand parut l'aube du 28 Janvier 1908, la Révolution avait complètement échoué.

Sans perdre une heure, et profitant de l'affolement de l'adversaire, le « Dictateur » résolut de pousser son avantage. Les conflits armés de la nuit précédente ne permettaient plus de nier l'existence du complot; les arrestations opérées avaient mis sur la trace de quelques unes de ses ramifications; convoquant le Conseil des Ministres, João Franco lui fit adopter un décret, que le roi ratifia par dépêche, et qui permettait de bannir ou de déporter, après un jugement sommaire, tous les conjurés découverts; ce même décret levait l'immunité dont jouissaient députés et pairs du royaume.

Signé le 29 Janvier, ce décret fut promulgué le 30, et les arrestations de suspects commencèrent le jour même. Toutes ne purent pas être opérées, car certains hauts maçons, comme le F∴ comte d'Alpoïm, avaient réussi à dépister la surveillance dont ils étaient l'objet et à gagner la frontière d'Espagne en automobile. Mais, le 31 Janvier, 200 journalistes, orateurs ou députés républicains, parmi lesquels on sait maintenant que se trouvaient un grand nombre de chefs Carbonaristes, étaient sous les verrous.

João Franco crut qu'il avait définitivement vaincu, et il télégraphia au roi qu'il pouvait rentrer dans Lisbonne pacifiée. Le 1er Février, le ministre se rendit à la gare fluviale de la Place du Commerce pour y recevoir dom Carlos, qu'accompagnaient la reine Amélie et les infants dom Luiz Filippe et dom Manoël.

C'était trop présumer des résultats acquis : les arrestations, en décimant les chefs républicains, avaient bien paralysé une mobilisation d'ensemble du Carbonarisme; mais la majeure partie des chefs de celui-ci n'étaient même pas suspectés, et ils n'avaient qu'à choisir, parmi les milliers de fanatiques qui leur étaient soumis, pour y trouver des assassins. Laisser le roi revenir à Lisbonne, c'était donc l'exposer à un attentat presque inévitable (89).

plosifs; l'un d'entre eux recélait 137 bombes chargées. Les journaux maçonniques parlèrent à peine de cette particularité; mais ils déplorèrent interminablement le caractère irrégulier des arrestations opérées.

(89) Une des preuves que le régicide ne fut pas l'acte de quelques Carbonari isolés nous est fournie par une déclaration du F∴ Magalhaës Lima au correspondant parisien du **Secodo.** La veille du crime de la

On sait comment s'acheva cette journée du 1er Février 1908. La famille royale, après la réception officielle à la gare, était montée dans un landau qu'encadrait un demi-escadron de la garde. Sur la route allant de la gare au palais des Nécessidades la foule s'était amassée, sympathique. Par un pressentiment obscur de ce qui allait se passer, dom Carlos, toujours si insouciant, portait sur lui un revolver, et son fils aîné l'avait imité. Le landau traversa la place du Commerce. Sur son chemin se trouvait un groupe d'une vingtaine d'individus, enveloppés de grandes capes noires, comme on en porte encore beaucoup,dans le peuple,en Portugal.C'étaient des carbonari, entourant et masquant une demi douzaine d'assassins, qui cachaient sous leurs manteaux des carabines de précision : leur chef, un nommé Buiça, était un lauréat des concours de tir qui aurait pu en disputer le prix à dom Carlos lui-même.

Buiça tira le premier, et sa balle atteignit le roi à la gorge, coupant l'artère carotide. Pendant que dom Carlos s'écroulait, couvert de sang, un feu de peloton éclatait et criblait la voiture. L'infant dom Luiz-Filippe tombait à son tour, percé de plusieurs coups; dom Manoël recevait une balle au bras, et il eut succombé, lui aussi, si la reine Amélie ne l'avait couvert de son corps. Les meurtriers, soit qu'ils eussent ordre de ne pas toucher à la reine, soit que l'intervention de l'escorte ne leur en ait pas laissé le temps, ne purent abattre leur troisième victime. La garde les chargea au même instant et trois d'entre eux, dont Buiça, furent sabrés sur place. Les autres, à la faveur de la confusion créée par le groupe qui les entourait, parvinrent à s'enfuir (90).

Le landau royal rentra au palais des Nécessidades (91) ramenant dom Manoël blessé, le roi et le prince héritier sans vie, et la reine Amélie toute inondée de leur sang qui coulait à flots. Cette voiture tragique était le char funèbre de la Monarchie por-

place du Commerce, il annonçait à ce journaliste : « attendez encore deux jours, et vous aurez des nouvelles sensationnelles, extraordinaires, de Lisbonne... »

Il semble, d'ailleurs, que la verbosité du F∴ Magalhaës Lima lui ait quelque peu nui dans le monde maçonnique : la Révolution faite, au lieu du brillant avenir que tout paraissait lui prédire, il a dû se contenter d'une modeste légation à Rome.

(90) Nous tenons l'affirmation que les meurtriers étaient au nombre de six, du cousin d'un des officiers commandant l'escorte : celui-là même qui porta au régicide Buiça le premier coup de sabre.

Une note de la **Correspondanza romana** de Janvier 1910 certifie, en outre, que les assassins avaient été choisis dans la Vente dont le F∴ José d'Alméida était le chef. Le F∴ José d'Alméida est aujourd'hui membre du Gouvernement provisoire.

(91) Ce palais, dont le nom est revenu souvent dans les événements de ces dernières années, est construit sur l'emplacement d'une ancienne chapelle de Notre Dame des Douleurs. Il en gardé le nom de palais das Nécessidades (palais des Douleurs).

tugaise. Non qu'à cet instant il fut impossible de faire triompher la cause royale, toujours sauve tant que l'héritier vit. Joâo Franco avait assez d'énergie pour dompter la Révolution et pacifier le royaume au nom de dom Manoël; le régicide était même la justification de sa manière forte, puisqu'il montrait à quelle espèce de fauves il lui fallait tenir tête. Mais, en perdant dom Carlos, le ministre avait perdu le seul soutien de sa politique de régénération nationale. Le Conseil d'Etat, composé des plus hauts fonctionnaires de la Commune, lui était hostile; la famille royale n'avait que peu de sympathie pour lui; à la nouvelle du crime, il n'y eut qu'un cri, non contre ceux qui l'avaient commis et inspiré, mais contre l'homme d'Etat dont « les violences » avaient provoqué une pareille riposte. Une légende naquit aussitôt, propagée par tous les ennemis de Joâo Franco; on prétendit que lorsque, à la première nouvelle de l'attentat, il était accouru au palais des Nécessidades, la reine Amélie, dont la robe blanche était encore toute rouge du sang de son mari et de son fils, lui avait montré les corps de ces derniers en lui disant : « Voilà votre œuvre ! » Ces paroles apocryphes, ce fut la presse de tous les pays qui se les appropria et qui en fit le thème de ses articles, tant la conspiration des agences juives et maçonniques sut habilement exploiter contre « le Dictateur » le crime de ses adversaires (92).

Si cette scène dramatique n'eut jamais lieu, son récit donne cependant une idée assez exacte des sentiments qu'éprouvait la Cour : au milieu de la tourmente présente, celle-ci se rappelait les heures calmes où les vieux partis se succédaient régulièrement au Pouvoir, et, satisfaits de piller le Trésor, témoignaient à la Couronne un respect infini. Avec son ridicule programme d'Honnêteté, Franco avait irrémédiablement troublé cette paix profonde; il avait rendu les républicains enragés en prétendant enrayer

(92) En France, pendant que les journaux maçonniques versaient des flots de boue sur le roi assassiné et sur son ministre, la presse de Droite, sans exception, se hâtait de jeter ce dernier par dessus bord. Ernest Judet, par exemple, proclamait dans l'**Eclair** que Joâo Franco était « un fou, dont le délire inconscient, éclate surtout dans l'infatua- « tion aveugle avec laquelle il a bravé les conspirateurs et défié l'atten- « tat ». Le Dictateur, disait-il, était « un de ces êtres fatals, marqués « pour provoquer le crime, pour être l'instrument inconscient de la fata- « lité... Quand le drapeau est tenu par des mains trop inhabiles, ce n'est « plus notre drapeau ». Ce réquisitoire s'appuyait sur une enquête faite en Portugal par Mme Juliette Adam, qui en rapportait, disait Judet « des « impressions écrasantes pour les maladresses de Franco ».

Cette note était alors celle de la Presse française tout entière : seule, à cette époque, la **Ligue Française Antimaçonnique**, par ses organes et ses conférenciers, prit la défense du ministre et regretta qu'il n'eut pas été encore plus énergique. La suite des événements a montré que le bon sens était de ce côté.

leurs progrès; il avait causé la mort du roi et du prince héritier en s'avisant de surveiller les fabriques de bombes et le recrutement des carbonari. C'était lui, lui seul qui était responsable de tout. On le lui fit bien voir ! Le Conseil d'Etat, assemblé d'urgence, accueillit le ministre de façon glaciale, et le duc d'Oporto, frère du roi défunt, fut le premier à lui suggérer de se démettre : Franco sortit de la séance démissionnaire, et partit quelques jours plus tard pour l'Etranger.

Dom Manoël était roi; mais il avait moins de dix-huit ans, et rien ne l'avait préparé à porter la couronne, qui, dans la pensée de tous, devait revenir à son frère aîné. Nul ne doutait que ce fut la reine Amélie qui dut gouverner sous le nom de son fils, et, dans les premiers mois tout au moins, il en fut, en effet, ainsi. Les Régences, qu'elles existent en fait ou en droit, sont presque toujours des gouvernements de faiblesse et d'erreurs; celle-ci resta dans la tradition. L'acceptation de la démission offerte par le « Dictateur » était une première faute lourde, au lendemain d'un attentat qui justifiait si tragiquement la nécessité d'une politique énergique. On aggrava encore l'erreur commise en cédant aux conseils de la peur, en essayant de conclure avec les régicides un traité de paix tacite, où la Couronne, en échange d'un répit momentané, renonçait à venger le crime sur ceux qui l'avaient inspiré. Le gage de cette pacification honteuse fut le choix, pour premier ministre, d'un franc-maçon de l'espèce douceâtre et conservatrice, l'amiral Ferreira do Amaral.

La mission de ce F∴ semble avoir surtout consisté à « liquider » le Régicide. A peine installé au pouvoir, il déclara, en effet, que l'étude des rapports de police prouvait que l'attentat avait été commis par des « isolés », que ces isolés étaient ceux-là même qui avaient été sabrés par les gardes, qu'en conséquence, tous les coupables étant morts, il n'y avait plus qu'à clôturer l'instruction.

Tout s'inscrivait en faux contre ce langage impudent. La matérialité des rapports de police, d'abord : dix sept balles avaient été retrouvées, soit dans le corps des victimes, soit dans la voiture; or, les armes des régicides morts n'avaient tiré que sept cartouches; dix balles au moins avaient donc été tirées par d'autres assassins demeurés inconnus. Ni le manteau ni la carabine de Buiça ne lui appartenaient, et, la veille de l'attentat, il n'avait pas le premier sou des 400 francs qu'avait coûté cette arme de précision. Tout le monde avait remarqué la manœuvre du groupe d'individus qui masquait les régicides, et un agent de police avait poursuivi jusque dans une rue voisine un des sinistres tireurs, échappé grâce à la confusion. Le F∴ amiral Ferreira do Amaral n'en persista pas moins à affirmer tranquillement que l'enquête démontrait l'action spontanée et isolée des assas-

sins (93). Par son ordre, aucun complice ne fut recherché ni puni, et l'on se contenta de faire à dom Carlos Ier et à l'infant dom Luiz Filippe des funérailles magnifiques.

Nous voudrions pouvoir révoquer ici en doute le consentement, au moins tacite, de la famille royale à la criminelle amnistie dont bénéficièrent les régicides. Il ne nous est malheureusement pas permis de cacher la vérité. Cette vérité, Mme Juliette Adam, dont on connait l'étroite et constante amitié avec la reine Amélie, l'a révélée il y a quelques mois, au lendemain de la Révolution d'Octobre 1910, en écrivant ce qui suit au *Matin* pour justifier le départ précipité du jeune roi :

« *Le roi Manuel, témoin de l'assassinat de son père et de son* « *frère,* ET QUI AVAIT EU LE GESTE SUBLIME DE NE « PAS POURSUIVRE LES INSPIRATEURS DU CRIME, *ne* « *pouvait avoir le geste cruel d'ajouter à l'effusion du sang pour* « *sauver une monarchie que ses propres soutiens s'étaient achar-* « *nés à mettre en péril.* » (94)

Libre à Mme Juliette Adam, qui est républicaine, de trouver « sublime » le geste d'un roi qui renonce à punir les assassins de son père et de son frère. Les peuples eurent jadis une autre conception des Rois, ces grands justiciers, vers qui toute plainte montait et en qui tout crime trouvait un vengeur...

(*La fin au prochain numéro*)

FLAVIEN BRENIER.

(93) Un de nos amis portugais essaya, vainement, à cette époque, de faire recevoir les dépositions de témoins prêts à prouver ces différents faits : on refusa d'entendre même l'agent de police. « Dans cette affaire », dit le correspondant dont nous parlons, « on se heurte à des murs »....

De son côté, le comte d'Arnoso, ancien secrétaire de dom Carlos, somma à plusieurs reprises le gouvernement, à la tribune des Cortès, d'arrêter les complices du régicide; on lui répondit évasivement.

S'il avait été besoin de prouver l'existence de complicités déjà trop évidentes, l'attitude de la Franc-Maçonnerie portugaise aurait suffi à fournir des indices. Les francs maçons de Lisbonne firent déposer des fleurs sur la tombe des trois régicides, et une souscription fut ouverte dans les Loges du royaume en faveur de leurs familles. Le F∴ comte d'Alpoïm, revenu d'Espagne dès la nouvelle du crime, déclara, dans de multiples interwiews, que « les événements avaient eu leur seule conclusion logique ». Et le Grand Maître Magalhaës Lima se répandit, à Paris, en manifestations d'allégresse.

Le F∴ Ferreira do Amaral ne remarqua, naturellement, aucune de ces circonstances révélatrices...

(94) M. Henry Bernstein, l'auteur d'**Après moi**, apprécia sévèrement dans le même numéro la retraite du jeune roi : « Il m'a paru », déclara-t-il, « que le roi Manuel se montrait un peu trop anxieux d'épargner à « son peuple les horreurs de la guerre civile... Pour tout dire, ce jeune « prince n'a pas donné à l'Europe un spectacle très sportif ». On ignorait alors que M. Henry Bernstein, avait, lui, donné à l'Europe le spectacle éminemment sportif (120 à l'heure ?) de sa propre désertion !

Pour la Domination
Pour la Vie

(Suite et fin)

Force réparatrice de la Monarchie
Le Traité russo-japonais

En Russie, le Tsar Nicolas poursuivait son œuvre de Chef héréditaire. C'est une des fonctions essentielles des Monarchies nationales que de panser les plaies, de relever les ruines, de réparer les désastres de la patrie. Un régime électif et personnel, un régime issu du scrutin ou de la seule fortune des armes, est presque toujours à la merci d'une défaite; souvent même, il entraîne dans sa chute la nation elle-même.

Par la force du principe qu'il représente, un chef héréditaire résiste aux revers et refait la fortune de son pays. Il disait une parole profonde, justifiée depuis par l'événement, l'empereur d'Autriche vaincu, lorsqu'il tenait ce langage à l'envoyé de Napoléon : « J'ai « perdu successivement plusieurs armées, je suis accablé de revers « et de douleur, mais quand je rentrerai à Vienne, mon peuple se « serrera fidèle autour de moi, autour de son empereur malheu- « reux, tandis que votre maître, s'il vient à être battu, ne pourra « pas rentrer dans sa capitale. »

Aucune défaite n'est définitive, aucun revers n'est irrémédiable avec un pouvoir héréditaire et national. La France, après 1815, l'Autriche, après Solférino et Sadowa, la Russie, après Sébastopol, après Moukden, en fournissent des exemples saisissants.

Tandis que, sous l'égide du Tsar héréditaire, la Russie se livrait aux travaux de la paix, le cabinet de St-Pétersbourg négociait activement avec le Japon. Les deux Etats avaient un intérêt majeur à

s'entendre : le Japon, pour consolider les résultats de sa victoire, la Russie, pour avoir les mains libres en Europe.

Au début de juillet 1910, le Japon et la Russie ont réglé par un traité les questions qui pouvaient les diviser et se sont garanties réciproquement le maintien du *statu quo* au nord de l'Asie. Au point de vue asiatique, comme au point de vue européen, ce traité a une importance considérable.

Délivré de toute inquiétude du côté de la Russie, le Japon peut concentrer tout son effort à sa puissance maritime. « Angleterre asiatique », comme on l'a justement appelé, le Japon aspire à la suprématie dans le Pacifique : c'est pour lui une question capitale dans l'ordre économique comme dans l'ordre naval. Libéré de la préoccupation d'une revanche éventuelle de la Russie sur terre, au nord de l'Asie, le Japon n'a plus qu'à se préparer à la lutte contre les Etats-Unis pour conquérir l'hégémonie du Pacifique, ou à s'entendre avec le cabinet de Washingten pour le partage de cette hégémonie, s'il n'est pas assez fort pour l'imposer.

Au point de vue européen, la convention russo-japonaise est grosse de conséquences. Elle rend à la Russie sa pleine liberté d'action en Europe. La Russie a souvent souffert très gravement du dualisme qui la poussait à la fois vers la Vistule et vers le Pacifique. Sa puissance asiatique diminuait sa force et son influence en Europe. Aujourd'hui, elle redevient une puissance européenne avant tout. N'étant plus obligé de partager ses ressources militaires, navales et financières entre l'Europe et l'Asie, le gouvernement russe pourra élever la voix plus haut à Berlin, à Vienne, comme à Londres et à Constantinople.

S'il abandonne provisoirement le rêve de Pierre-le-Grand — qui cherchait une « voie d'eau » vers le Pacifique — il renoue sa politique traditionnelle et se met en mesure de reprendre son rôle historique sur la Vistule, dans les Balkans et à Constantinople, la clef de la mer Noire.

A Berlin et à Vienne, on ne s'est pas mépris sur les conséquences du traité russo-japonais. En face de l'Angleterre, très peu redoutable sur le continent, si elle n'y a pas d'alliés, en face de la république française, qui a peur de toute complication, sachant bien que la victoire ou la défaite lui serait également fatale, l'Autriche et l'Allemagne unies pouvaient tout se permettre sur terre. La rentrée en scène de la Russie modifie cette situation privilégiée, elle oblige les puissances centrales à compter avec un nouveau facteur, et un facteur tel que l'empire des Tsars, facteur puissant par son armée, par son gouvernement, par la communauté de religion et les liens séculaires avec les populations des Balkans.

Aussi les cabinets de Vienne et de Berlin ont-ils pris sans tarder des mesures pour fortifier leurs positions en Europe et contenir éventuellement la Russie. Ils ont d'abord négocié avec l'Italie et resserré la Triplice. Le chancelier allemand a eu des entretiens ap-

profondis avec le marquis de San Giuliani. De son côté, le gouvernement autrichien a négocié avec l'Italie. Les ministres des affaires étrangères des deux Etats ont eu récemment des entrevues, au cours desquelles ils ont dissipé les malentendus existant, réglé leur attitude respective dans les Balkans et dans la Méditerranée, où la flotte italienne combinée avec l'escadre autrichienne peut entraver l'action de l'Angleterre.

Pour sanctionner les échanges de vues, le vénérable empereur d'Autriche, le doyen des Souverains, s'est montré plein d'attentions pour le marquis de San Giuliani, qui de son côté, a tenu Berlin au courant des négociations, marquant ainsi devant l'Europe, en particulier devant la Triple Entente (Angleterre, France, Russie), que la Triplice tenait plus que jamais.

En outre, les cabinets de Berlin et de Vienne pesaient sur la Perse et sur la Turquie. Le double objectif des puissances centrales, c'est évidemment d'enfermer la Russie dans la mer Noire et dans la Caspienne, de manière à l'empêcher de coopérer avec l'Angleterre dans la Méditerranée et à régler le sort des Balkans et de l'Europe continentale sans elle et, par conséquent, contre elle. A la Turquie, l'empire allemand a offert ses officiers, ses conseils pour réorganiser l'armée ottomane et pour doter la Turquie d'une flotte susceptible d'aider la Triplice contre l'Angleterre et la Russie.

En Perse, autant pour y diminuer l'influence anglo-russe que pour y faire avancer leurs projets politiques, stratégiques et économiques par la grande voie Salonique-Asie Mineure et golfe Persique, les cabinets de Berlin et de Vienne poussaient le Shah nouveau à rompre en visière à la Grande-Bretagne et à l'empire des Tsars. Enfin la convention militaire turco-roumaine, démentie officiellement, mais très-vraisemblable (un Hohenzollern est roi de Roumanie), favorise la politique austro-allemande et constitue une puissante barrière contre une intervention éventuelle de la Russie.

Avec la Turquie, les puissances centrales sont en mesure de fermer la clef de la mer Noire à l'empire des Tsars et de menacer par terre le canal de Suez, la voie la plus rapide vers l'Asie et vers les Indes, par suite, elles peuvent porter des coups terribles à la Russie et à l'Angleterre. Avec la Perse, elles entravent l'action russo-britannique en Asie Mineure. Enfin des agents secrets travaillent l'Hindoustan et y préparent les éléments d'une révolte. Bref, sur tous les points, les cabinets de Vienne et de Berlin minent le terrain sous les pas de l'Angleterre et de la Russie.

En même temps, ils activent fièvreusement leurs armements de terre et de mer pour consolider la suprématie navale de l'Allemagne dans la Baltique et tenir en échec la Grande Bretagne dans la mer du Nord et la Méditerranée.

Lorsque Guillaume II a jugé ces travaux préliminaires assez avancés, il a saisi la première occasion de se venger des échecs

qu'Edouard VII lui avait infligés et de ressaisir les rênes que le chancelier de Bülow avait voulu lui enlever (double revanche qui lui tenait fort au cœur), et aussi de donner à la Triple Entente un sérieux avertissement. Il a choisi pour cette manifestation Koenigsberg, ville fidèle de la vieille Prusse, près de la frontière russe, et il y a prononcé ce discours retentissant dont l'écho fut si grand en Europe.

Deux idées maîtresses s'en dégagent; la première, c'est que Guillaume II se considère comme « l'instrument du Seigneur », ne tenant son pouvoir que de Dieu, et « non des assemblées délibérantes ou d'un plébiscite ». La seconde, c'est que « la paix repose » sur la « force de l'armée allemande ». Donc affirmation du droit divin du Souverain et glorification de l'armée.

L'honorable député de Nancy, le commandant Driant, qui connaît l'Allemagne et les allemands, a écrit, à ce sujet, ces lignes frappantes :

« Guillaume II parle à son peuple un langage que celui-ci com-
« prend. La grande masse du peuple allemand écoute avec gravité
« ces paroles mystiques : elle s'en imprègne. L'homme qui les
« prononce acquiert à ses yeux le prestige presque surnaturel de
« celui qui tient la foudre. Et alors il faut bien reconnaître que cet
« homme est une force énorme, dont nous n'avons plus l'équiva-
« lence... Au lieu de sourire d'un langage, qui exalte 60 millions
« d'Allemands, nous ferions mieux de restaurer en toute hâte chez
« nous les idées de patriotisme, de discipline et d'honneur, qui,
« seules, font la grandeur d'un pays. »

. . . .

L'Angleterre et la Russie ne restaient pas, de leur côté, inactives. Elles insistaient auprès du cabinet de Paris pour qu'il rendît à la France une armée et une flotte dignes d'elle, armée et marine qui sont, d'ailleurs, les garanties de « l'entente cordiale » et de l'alliance franco-russe. Une flotte française puissante assurerait sans conteste la suprématie de la Triple Entente dans la mer du Nord et la Méditerranée. Une forte armée française formerait, avec les légions russes, le contrepoids, indispensable sur le continent, aux formidables masses de l'Autriche, de l'Allemagne et de l'Italie.

Les cabinets de Londres et de St-Pétersbourg négociaient, en outre, auprès du Sultan, auprès du roi d'Italie, auprès du roi de Bulgarie, sinon pour les mettre dans leur eu du moins pour leur inspirer une salutaire prudence et les neutraliser.

D'accord avec la Russie, l'Angleterre favorisait l'érection en royaume de la principauté de Montenegro, et le Tsar créait le nouveau roi maréchal russe. Vieux client de l'empire moscovite, allié fidèle et sûr, le roi de Montenegro est un prince habile, vigilant, dont l'armée peu considérable, à la vérité, mais brave, bien entraînée, a toujours constitué un facteur redoutable dans la péninsule des Balkans. Pour rehausser la haute distinction qu'il lui conférait,

l'empereur de Russie a eu la délicate pensée de lui faire remettre le bâton de maréchal par un membre de la famille Impériale.

Bref, depuis la conclusion de l'accord russo-japonais, il se joue en Europe et en Asie une partie des plus actives, des plus serrées en vue des futures complications.

Choc inévitable — Ajournement du Duel des Impérialismes

Evidemment, le choc entre les impérialismes anglais et allemand, entre la Triplice et la Triple Entente, est inévitable.

La Grande Bretagne ne saurait partager avec l'Allemagne l'empire des mers, qui est sa raison d'être. La Russie ne peut admettre d'être confinée dans la Caspienne et la mer Noire sans abdiquer. La France enfin ne peut accepter comme définitive la perte de l'Alsace et de la Lorraine, sans cesser d'être la France... De son côté, l'Autriche, expulsée de la confédération germanique, est devenue une puissance danubienne et orientale, et le débouché sur la mer Egée lui est indispensable.Par dessus tout, l'Allemagne est obligée d'être une nation commerciale et maritime, avec une puissante flotte de guerre — sous peine de mourir de faim, à la lettre.

Donc le conflit reste en puissance, il est inéluctable entre l'Impérialisme anglais, chef de la Triple Entente, et l'impérialisme allemand, chef de la Triplice.

Mais les gouvernements et les peuples ont de ce choc formidable une appréhension croissante et très justifiée. En effet, selon toute vraisemblance, la guerre s'étendrait aux deux hémisphères, et tiendrait en suspens la vie de l'univers, elle ferait couler des flots de sang et laisserait des ruines morales et matérielles incommensurables. Nul, d'ailleurs, ne peut prévoir de quel côté, en définitive, se rangerait le succès. Ce qui semble certain, c'est que vainqueurs et vaincus sortiraient tellement épuisés de la lutte, que le triomphe coûterait peut-être aussi cher que la défaite.

Et puis, il faut bien reconnaître que l'Allemagne, la France et Russie ne sont pas prêtes. La Russie n'est pas encore remise des désastres de la guerre de Mandchourie et de la crise intérieure; elle a besoin de refaire ses finances, son armée et surtout sa marine. Ses escadres ont été englouties à Port-Arthur et à Tsoushima; il lui faut absolument une flotte puissante pour reprendre sa situation dans la Baltique et la Méditerranée, pour protéger Cronstadt et St-Pétersbourg, la Finlande et les provinces de Livonie et d'Esthonie contre les escadres allemandes. Or, même avec beaucoup d'argent, une marine ne s'improvise pas; le temps est indispensable.

La France a besoin, elle aussi, de reconstituer son outillage militaire et naval, compromis par la République, qui redoute la guerre. La défaite sonnerait le glas du régime actuel; le succès la mettrait à la merci du général victorieux. Elle a noué des ententes et

des alliances précisément pour conserver la paix et pouvoir exploiter la France à son aise — et non pour lui rendre les provinces perdues et lui restituer son nom en Europe. Mais ces alliances la pressent, la somment d'être prête à toute éventualité. Il ne suffit pas, au surplus, de ne pas vouloir la guerre; il faut que les autres ne la veuillent pas non plus. Il serait donc criminel et insensé de ne pas tenir sa poudre sèche et son épée aiguisée, suivant la trop juste parole de Guillaume II.

L'Angleterre est parée sur mer, mais ses alliés et amis de France et de Russie, ses deux soldats continentaux, ne sont pas assez prêts pour se mesurer dans de bonnes conditions sur le continent avec les puissances centrales.

L'Autriche redoute avec raison la Grande-Bretagne sur mer. Sa flotte et Trieste — son unique port de guerre — seraient l'enjeu de la partie. Enfin l'Allemagne est encore plus intéressée à ajourner le duel décisif, elle a besoin encore de dix ans pour compléter sa flotte de guerre et disputer efficacement le sceptre maritime aux escadres britanniques. Elle le sent si bien qu'à la suite de l'entrevue récente de Postdam, Guillaume II, non content de négocier avec le Tsar au sujet de la Perse, a tenté de détendre les liens de la Triple Entente et de renouer les relations cordiales et confiantes qui unissaient autrefois les cours de Prusse et de Russie.

Par tous ces motifs, il parait très probable qu'aucun cabinet ne poussera les choses à bout, et l'on peut croire provisoirement au maintien de la paix, à moins d'une de ces circonstances imprévues qui déjouent toutes les prévisions. Si le grand choc pour la domination et pour la vie est inévitable, son ajournement semble résulter de la situation internationale.

Cet ajournement, cette paix, même provisoire, est précieuse; elle permet de respirer et de peser mûrement toutes choses avant qu'il soit trop tard. C'est une accalmie, une détente, un répit avant l'orage.

Et je voudrais essayer d'esquisser le rôle magnifique qui serait réservé à la France, si, avant la crise suprême, elle se ressaisissait et renouait ses destinées; si la Providence lui rendait sa Monarchie nationale, sa Monarchie Catholique, Capétienne et héréditaire.

Nécessité et Rôle d'une France forte

Pour quiconque a étudié, en psychologue, l'histoire européenne et l'histoire générale, depuis la Révolution et spécialement depuis nos revers de 1870, il est évident qu'une France forte manque à l'Europe, au monde, au christianisme, aux faibles et à la civilisation.

Or la condition nécessaire d'une France forte, c'est un pouvoir stable, dominant les partis, capable de refaire la fortune du pays, de reconstituer son armée, sa flotte, sa diplomatie, ses finances, et

de faire entendre sa voix juste, désintéressée, généreuse, aux impérialismes exaspérés. Qui peut cela? Le Roi de France.

Avec le régime électif, instable de sa nature, anonyme, irresponsable, la France est décapitée : elle est trop souvent à la merci des monarchies voisines, ayant à leur tête un chef héréditaire, à la merci des puissances d'argent et des puissances occultes, c'est-à-dire la Juiverie et la Maçonnerie internationales. Par suite, elle ni indépendante, ni libre de ses décisions : elle est subordonnée et tout au moins paralysée.

Sans Roi, sans diplomatie, travaillée par l'anarchie, l'espionnage et l'anti-militarisme, elle n'est pas en état de résister seule aux impérialismes en présence. Elle est obligée de prendre parti et ne peut rester neutre. Si elle se range du côté des puissances centrales contre la Grande-Bretagne, elle risque sa flotte et ses colonies. Si elle lie partie avec l'Angleterre et la Russie (ce qui est le cas actuel), elle aurait chance, en cas de revers allemand, de recouvrer l'Alsace et la Lorraine; mais si l'Allemagne est victorieuse, non-seulement la France supporterait le poids principal de la guerre, mais elle y perdrait de nouvelles provinces et dix milliards, elle serait écartelée, démembrée, et jouerait, en un mot, son existence continentale.

Avec sa monarchie nationale, héréditaire, représentative et non parlementaire, avec un Roi régnant et gouvernant, avec son tempérament guerrier et ses immenses ressources, la France aurait vite refait une armée, une flotte, une diplomatie, des finances assez puissantes pour n'avoir besoin de personne. Elle resterait en excellents termes avec les grandes Puissances et contracterait sur des points précis — sans aliéner son indépendance — tels accords qu'elle jugerait à propos, mais à coup sûr la politique Royale ne serait ni allemande, ni russe, ni anglaise, ni italienne, elle serait avant tout et par dessus tout française.

Elle empêcherait peut-être le choc effroyable des impérialismes anglais et allemand, mais en tout cas, si le conflit éclatait quand même, elle garderait sa liberté d'action et resterait maîtresse de ses décisions. A l'heure psychologique, en se portant d'un côté ou de l'autre, suivant l'intérêt national, elle serait en mesure de dicter ses conditions.

Avec la démocratie et la république, la France n'a pas de politique étrangère, elle subit et subira fatalement les événements. Avec la Monarchie Catholique et Capétienne, elle deviendrait l'arbitre de la situation pour le plus grand prestige et le plus grand profit de la plus grande France.

Par voie de conséquence, un droit public européen, un droit public international serait restauré à l'avantage de tous et de chacun, à l'avantage des faibles, à l'avantage de la chrétienté et de l'univers.

La France renouerait sa mission de Peuple-Chef, par la Royauté.

Le rêve magnifique d'Henri IV prendrait corps. L'Europe et le monde retrouveraient un équilibre. Le règne de la force brutale, inauguré par la Révolution, et proclamé par Bismarck, prendrait fin pour faire place à une renaissance de la civilisation chrétienne et du droit des gens.

Si malheureusement la conjuration contre la France empêche cette restauration du Droit, l'Europe et les deux hémisphères seront la proie de convulsions sanglantes, et l'univers s'acheminera aux catastrophes dans une tourmente sans précédent, au milieu d'éclairs d'Apocalypse.

La défaite de l'impérialisme anglais entraînerait un vaste écroulement, le plus grand depuis la chute de l'empire romain.

Le revers de l'impérialisme allemand secouerait l'Europe jusqu'en ses fondements.

Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, retentirait un formidable *Væ Victis!* suivi d'angoisses, de terreurs et de déchirements sans nom.

L'Europe. le monde jaune et le monde américain, Le Roi de France.

Le Pape Roi, arbitre des nations

Et quel lendemain ! L'impérialisme vainqueur verrait se dresser devant lui, dans un délai plus ou moins rapproché, la coalition de l'Asie et de l'Amérique.

Tandis que la vieille Europe, épuisée par les vices d'une civilisation païenne, par des siècles de jouissances, d'usure, de dissensions, par des armements ruineux, se consume en des rivalités funestes, l'Amérique et l'Asie, qui ont déjà pris conscience d'elles-mêmes, observent, grandissent, s'arment, s'équipent, se préparent, elles aussi, aux luttes pour l'empire et pour la domination.

Imaginez un instant que l'Asie, qui a dans le Japon un peuple-chef, l'Amérique, qui a dans les Etats-Unis une direction, que le Japon et le Nouveau Monde enfantent des hommes de génie, de grands cerveaux, que ces grands hommes se comprennent, s'entendent sur un programme précis, sur une doctrine de Monroë géminée (l'Asie aux Asiatiques, l'Amérique aux Américains) et mettent ce programme à exécution au moyen d'une alliance offensive et défensive, qui unirait leurs volontés, leurs forces, leurs ambitions, leurs convoitises communes, l'immense réservoir humain, réservoir presque sans fond, du monde jaune et du monde américain.

Les puissances européennes pourraient faire leur deuil de leurs Colonies insulaires, de leurs comptoirs continentaux et maritimes en Asie, en Amérique, en Océanie et dans le Pacifique. Les Indes,

l'Australie, les Antilles, les archipels tomberaient aux mains des Jaunes et des Américains — inévitablement.

Et si les Jaunes et les Américains tournaient leurs armées et leurs flottes contre l'Europe divisée, épuisée, appauvrie, la vieille Europe pourrait-elle soutenir le choc ? Ne serait-elle pas vaincue d'avance, ne serait-elle pas la proie d'abord, la vassale ensuite du monde Jaune et du monde Américain, maîtres de la mer, maîtres de la terre.

Qui oserait affirmer que cela ne sera pas un fait accompli peut être avant cent ans. En nos temps fiévreux, les années courent, les années volent. Un siècle maintenant équivaut à dix siècles d'autrefois.

Si ces événements arrivent, ce serait la fin de l'Europe, victime de ses égoïsmes, de ses jalousies, de ses rivalités mesquines, de ses dissensions incurables.

Pour conjurer ces catastrophes, il faudrait — avec l'aide de Dieu — restaurer en France la Royauté Catholique et Capétienne : elle referait cette France forte qui manque au vieux monde, aux faibles et à la civilisation chrétienne. Elle scellerait, elle cimenterait, par l'ordre, la justice et l'union, les pierres disloquées du vieil édifice et le mettrait en mesure de soutenir l'assaut du monde jaune et du monde américain.

En attendant cette restauration si nécessaire, les impérialismes en présence devraient réfléchir, rentrer en eux-mêmes durant la trêve forcée que Dieu leur accorde.

Avant les conflits gigantesques, qui couvriront les deux hémisphères de sang et de ruines, les chefs d'Etat et les ministres responsables ont le devoir impérieux de regarder au fond, bien au fond, la situation internationale, les interventions et la domination inévitables — après les chocs des impérialismes européens — de l'impérialisme des Jaunes et des Américains.

Avant les déchirements impies, ils devront se grouper, se rapprocher, s'unir autour du Roi de France, protecteur-né de l'Ordre et de l'équilibre européen, maintenu par ses ancêtres et qui a donné au vieux monde des siècles de justice, de désintéressement, de protection des faibles.

Ils devront par dessus tout tourner leurs regards vers Rome où réside Celui qui porte la triple couronne, le vicaire de Jésus-Christ, la Puissance morale la plus haute, la plus respectable, la plus invincible de l'univers.

Deux Principes, deux Forces peuvent conjurer d'effroyables catastrophes :

Le Roi de France, bras séculier de l'Ordre et de la Chrétienté;

Le Pape-Roi, le Chef de 300 millions de Consciences, qui domine l'ancien et le nouveau monde, l'Arbitre des Nations, l'Homme-Blanc, le Prince de la Paix.

HENRY DE CARDONNE

L'Auteur de "Faublas" (1)

Jean-Baptiste Louvet de Couvray naquit à Paris, le 11 juin 1760. Il était fils d'un marchand de papier établi rue des Ecrivains et descendait d'une ancienne famille originaire du Poitou. C'était un enfant doux, de taille exigüe, délicat. Ses premières années ne furent ni heureuses ni gaies. Il perdit sa mère de bonne heure et son père, homme rude, lui montra plus de sévérité que de tendresse. De là sans doute lui vint cette extrême sensibilité, cette tendance à la rêverie qui caractérisent les êtres contraints de se replier sur eux-mêmes et de se bâtir un idéal propre à les consoler. Une forte myopie lui donnait en outre de la timidité.

De bonne heure, il aima les lettres et les cultiva avec les ressources d'un talent souple et délié, tour à tour enjoué et grave. Il débuta, à dix-huit ans, par la rédaction d'un mémoire en faveur d'une pauvre vieille servante, qui obtint, grâce à lui, le prix de vertu récemment fondé par M. de Montyon. Son second ouvrage était beaucoup moins moral : ce furent les *Aventures du Chevalier de Faublas*, publiées en 1789, et dont on ne saurait honnêtement conseiller la lecture aux jeunes filles. Louvet, prétend-on, fut lui-même le héros de ces aventures, singulièrement de la première. Ses yeux bleus, ses cheveux blonds, ses traits délicats, une physionomie fine et douce, sa petite taille, pouvaient, sous des habits de femme, aider à l'illusion.

Quand éclata la Révolution, Louvet vivait à Evry, à quelques lieues de Paris, avec une jeune femme à qui les liens d'un amour partagé l'attachaient, pour ainsi dire, depuis le berceau. Il la nomme Lodoïska dans ses *Mémoires* et on ne lui connait point d'autre

(1) **Quelques notices pour l'histoire et le récit de mes périls depuis le 31 mai,** par J. B. Louvet, l'un des représentants proscrits en 1793. Paris, an III.

nom. Les amis de Louvet ont respecté sa discrétion. On l'avait mariée jeune, contre son gré; devenue veuve, elle s'était hâtée de revenir à son ami d'enfance. Les personnes qui vivent en marge de la morale courante ont un irrésistible penchant pour les révolutions. Lodoïska, dès le lendemain de la prise de la Bastille, décora Louvet de la cocarde tricolore, en quoi elle eut bien tort. Louvet se crut l'étoffe d'un politicien, ce qui est la pire erreur où puisse tomber un homme de lettres. Après les journées d'octobre, il publiait, en réponse à un opuscule de Mounier, une brochure : *Paris justifié;* il y dénonçait la complicité de la faction d'Orléans et cela lui valait d'entrer aux Jacobins. Honneur fatal !

Récemment fondé, ce club tenait séance dans l'ancien couvent des Jacobins, rue Saint-Honoré. « On l'avait institué, dit Daunou dans ses *Mémoires,* comme un auxiliaire des Assemblées nationales; mais sa destinée était de se porter au delà du but qu'elles indiquaient et de se déclarer bientôt leur rival ou leur maître. »

Chacun des ouvrages du jacobin Louvet marqua désormais, et quoi qu'il en eût, une tendance de plus en plus accentuée dans le sens de la Révolution. Ce furent : *Emilie de Varmont,* un roman; *l'Anobli conspirateur ou le Bourgeois gentilhomme du 18e siècle,* comédie en cinq actes, qui demeura en portefeuille, comme *l'Election et l'Audience du Grand Lama Sispi,* compositions assez piètres, qui n'eussent rien ajouté à la renommée de leur auteur. Une autre pièce, la *Grande Revue des Armées noire et blanche,* satire contre les émigrés à Coblentz, eut vingt-cinq représentations. C'était plus que ne méritait l'ouvrage.

Aux Jacobins, Louvet avait été désigné pour les importantes fonctions de membre du Comité de correspondance, chargé de donner le mot d'ordre à toutes les Sociétés affiliées. Il montait souvent à la tribune et, parfois pour des propositions singulières. Le 30 janvier 1792, il fit jurer aux Jacobins de se passer de sucre, jusqu'à ce que les accapareurs en eussent baissé le prix à vingt sous la livre. La motion fut affichée dans tout Paris. Dès le lendemain, leur vote parut absurde aux Jacobins eux-mêmes; le ridicule retomba sur Louvet; on l'écouta parler, désormais, parce qu'il était orateur; mais il perdit toute influence.

Cela ne l'empêcha point de s'agiter. Au nom de sa section, il parut à la barre de l'Assemblée législative; le 25 décembre 1791, il y développait une *Pétition contre les Princes;* le 30 mai 1792, il y réclamait des mesures contre les conspirateurs royalistes et l'autorisation de la permanence pour les sections. Il était, depuis le 19 mars 1792, rédacteur de la *Sentinelle,* journal-affiche qui paraissait — ou mieux, qui se placardait sur les murs — deux fois par semaine, aux frais du ministre de l'Intérieur. Certains numéros tiraient à plus de vingt mille exemplaires. La *Sentinelle* était envoyée dans plusieurs villes, et surtout à Bordeaux. Mme Roland avait eu la première idée de ce journal et en avait confié la rédac-

tion à Louvet, comme au plus « capable de présenter les événements sous leur vrai jour. »

Après le 10 août, la *Sentinelle* devint l'organe des Girondins, leur arme contre les Montagnards. A la fin de novembre, le journal cessait sa publication, pour reparaître l'année suivante. Ces feuilles roses, imprimées en gros caractères, signées de Louvet et placardées dans tout Paris, contenaient peu de nouvelles, mais une « série d'allocutions au peuple, de petites harangues spirituelles ou véhémentes qui attroupaient les passants, provoquaient les discussions et avivaient l'esprit public. Au point de vue littéraire, Louvet inaugura, par cette entreprise hardie, un genre d'éloquence nouveau, l'éloquence du placard (1) », dans lequel il passa aussitôt maître. Il prenait également, après le 10 août, la direction du *Journal des Débats,* aux appointements de dix mille livres.

Grâce à la protection de Roland, Louvet fut élu député à la Convention nationale par le département du Loiret. L'Assemblée se réunit le 21 septembre; le lendemain, elle proclamait la république.

Louvet, dès le principe, se posa en adversaire de Robespierre. Il l'avait déjà pris à parti aux Jacobins, au mois de janvier précédent; mais sans réussir à l'ébranler. Devant la Convention, il reprit ses attaques avec plus de violence. Il avait préparé un discours, la *Robespierride,* attendant pour le prononcer une occasion favorable. Robespierre la lui fournit dans la séance du 29 octobre. Après avoir repoussé de vagues insinuations répandues contre lui, celui qu'on commençait d'appeler l'*Incorruptible* mit ses adversaires au défi :

— Qui osera m'attaquer ? s'écria-t-il.

Louvet bondit aussitôt à la tribune.

— C'est moi, Robespierre, c'est moi qui t'accuse !

Il débite avec feu son discours. Chaque phrase de la péroraison commence par cette formule : « Robespierre, je t'accuse !... »

Aux applaudissements qui ont éclaté à différentes reprises et qui saluent la fin de sa harangue, Louvet peut se croire victorieux. Mais Robespierre demande huit jours pour répondre; quand, le 5 novembre, il monte à la tribune, les opinions ont changé; Louvet veut répliquer à Robespierre; le cri : « l'ordre du jour ! » l'en empêche et l'Assemblée passe outre.

Louvet sortit de la séance abattu, découragé, se plaignant d'avoir été abandonné par ses amis et prévoyant les représailles du puissant ennemi qu'il avait provoqué.

Après le 21 janvier 1793 et à l'occasion de la défection de Dumouriez et des revers des armées françaises, la lutte entre Monta-

(1) A. Aulard, Introduction aux **Mémoires** de Louvet. — Tallien avait, en 1791, inauguré le journal-affiche, avec un **Ami du Citoyen;** mais il avait eu peu de succès.

gnards et Girondins prit une acuité particulière : la populace passait du côté des Montagnards et ceux-ci ne cachaient point leur intention d'organiser une nouvelle journée populaire, contre la Gironde, cette fois.

Vingt-deux députés de ce parti, — et parmi eux Louvet, qui, dans le procès du roi, avait voté l'appel au peuple et le sursis, — étaient dénoncés comme coupables de trahison; des pétitions populaires demandaient à la Convention leur mise en accusation. La majorité répondit à ces sommations en décrétant d'accusation le 15 avril un des chefs de la Montagne, Marat. Mais le tribunal révolutionnaire acquitta *l'ami du Peuple;* hissé sur un fauteuil et couronné de fleurs, il fut ramené triomphalement à l'Assemblée par une foule innombrable qui défila à la barre. Le 18 avril, la Commune s'était déclarée en insurrection; le 17 mai, elle nommait un commandant général provisoire des forces de la ville de Paris. La Gironde, exaspérée, proposa le lendemain de réunir à Bourges les députés suppléants et nomma une commission de douze membres chargée de veiller à la sûreté de l'Assemblée. Composée d'ardents Girondins, la Commission des Douze dénonça les « crimes » de la Commune, un « complot » contre la Convention et fit voter le renforcement de la garde de l'Assemblée. Elle obtint également l'arrestation d'Hébert; mais, le 25 mai, une députation vint réclamer la mise en liberté du pamphlétaire. Le Girondin Isnard présidait :

— Si la représentation nationale était violée, répondit-il, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti ! On chercherait sur la rive de la Seine où Paris a existé.

Cependant, la Convention hésitait; elle émit des votes contradictoires, tantôt pour une lutte ouverte, tantôt pour une conciliation qui équivalait à une abdication. Alors, Paris se souleva; trente-six sections sur quarante-huit et le maire de Paris se joignirent à la Commune, qui se proclama en insurrection. Hanriot fut nommé commandant de la garde nationale et dirigea de nombreux bataillons contre l'Assemblée qui, depuis le 10 mai, siégeait aux Tuileries. Cédant devant l'orage, la Convention vota la suppression de la Commission des Douze. C'était le vendredi 31 mai.

La victoire des Jacobins n'était pas complète. Le 2 juin au matin, la générale bat de nouveau dans les rues; on sonne le tocsin; on tire le canon d'alarme. Bientôt, cent mille baïonnettes entourent les Tuileries; des canons sont braqués sur l'Assemblée; la Convention est prisonnière dans la salle de ses séances.

Des pétitionnaires réclament la proscription des députés girondins et celle des membres de la Commission des Douze. Bon nombre de représentants jugent indigne de délibérer dans ces conditions. L'Assemblée quitte la salle, son président, Hérault de Séchelles en tête, dans l'espoir que devant elle, les rangs du peuple armé s'ouvriront. Hanriot lui barre le passage.

— Que veut le peuple ? demande Hérault de Séchelles; la Convention n'est occupée qu'à préparer son bonheur.

— Le peuple, répond Hanriot, n'est pas levé pour écouter des phrases, mais pour donner des ordres : il veut trente quatre têtes !

Et, se tournant vers les gardes nationaux :

— Canonniers, à vos pièces !

Les députés rentrent aux Tuileries. Sur les injonctions de Marat, la majorité terrifiée vote l'arrestation de vingt-neuf députés, dont Louvet, et de deux ministres, Clavière et Lebrun. La plupart des Girondins, Vergniaud, Louvet notamment, n'assistaient point à la séance.

Le décret rendu contre eux permettait aux proscrits de rester en arrestation dans leur domicile, « sous la sauvegarde du peuple français et de la Convention nationale, ainsi que de la loyauté des citoyens de Paris ». Un gendarme était chargé de leur surveillance et l'on vit un des proscrits se rendre chaque jour, ainsi escorté, au Comité de Salut public, dont il était membre. Bientôt, ceux qui le voulurent, trompant aisément la surveillance dont ils étaient l'objet, se retirèrent dans les départements soulevés contre la tyrannie montagnarde. Huit seulement restèrent à Paris.

La prophétie d'Isnard allait-elle s'accomplir et Paris être anéanti par les départements soulevés ? Au mois de juin 1793, on aurait pu le croire. Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, la Bretagne et la Normandie entraient en insurrection, sans compter la Vendée, toujours en armes et victorieuse. Lyon et le Calvados s'étaient prononcés, le 31 mai, avant de connaître les troubles de Paris; à Caen s'était formée une assemblée de résistance à l'oppression; les départements bretons et normands y avaient adhéré; des troupes avaient été levées et le général Wimpfen en avait reçu le commandement, comme Précy à Lyon. Trois bataillons de volontaires bretons avaient rejoint les bataillons normands; ensemble ils devaient marcher sur Paris et délivrer la Convention, tombée sous le joug des Jacobins; des proclamations envoyées dans tous les départements annonçaient ce projet.

La plupart des députés proscrits avaient afflué vers le centre de résistance; le 7 juillet, ils étaient au nombre de dix-huit; Louvet était arrivé avec Guadet le 26 juin. L'assemblée d'insurrection voulut offrir aux représentants du peuple une honorable hospitalité dans l'hôtel de la ci-devant intendance, meublé à cet effet et « pourvu de tous les objets nécessaires et convenables, » et leur décréta en outre une « garde d'honneur ».

Chaque député, le soir même de son arrivée, se présentait à l'Assemblée d'insurrection, et y rendait compte des événements dont il avait été témoin à Paris; une jeune fille lui présentait, au milieu des applaudissements, une branche de laurier nouée d'un ruban tricolore.

L'accueil réservé aux contingents militaires n'était ni moins solennel ni moins enthousiaste. Le président de l'Assemblée d'insurrection allait en personne recevoir les bataillons, qui défilaient avec leurs drapeaux neufs, en jurant d'anéantir la tyrannie ou de mourir.

Le dimanche 7 juillet, une grande revue fut passée par le général Wimpfen; les députés y parurent, ainsi que Charlotte Corday qui, deux jours après, allait partir pour Paris et y assassiner Marat, le 13.

A l'heure même où expirait Marat, quelques bataillons normands, qui avaient commencé leur marche sur Paris, étaient surpris par l'ennemi à Pacy-sur-Eure. Ils tirèrent deux coups de canon et les deux troupes prirent la fuite, chacune de son côté. Il n'y eut ni tué ni blessé, ce qui fit donner à l'engagement le nom de « bataille sans larmes »; mais le résultat en fut grave : les soldats découragés demandèrent à rentrer dans leurs foyers; les chefs du mouvement ou se cachèrent ou donnèrent des gages de soumission à la Montagne. Toute résistance devint impossible. Le 26 juillet, la Convention décrétait l'arrestation des députés proscrits et, le 28, la mise hors la loi de ceux qui se déroberaient aux poursuites.

Le 2 août, les troupes conventionnelles faisaient leur entrée à Caen. Les députés girondins avaient déjà quitté la ville, confondus dans les bataillons bretons et manceaux qui regagnaient leurs départements. L'effectif de ces bataillons fondait peu à peu, les gens s'arrêtant chez eux au passage. A Fougères, le bataillon du Finistère ne comptait plus qu'une poignée d'hommes poursuivant leur route sur Brest. Un ami, parti devant, assurait que les proscrits trouveraient dans ce port un chasse-marée tout disposé à les porter à Bordeaux, ce qui les décida à demeurer incorporés au bataillon.

Un peu avant Dol, une alerte fort chaude se produisit. La compagnie reçut avis que la municipalité venait de mettre ses volontaires sous les armes, de braquer ses canons et d'envoyer à Saint-Malo demander le renfort de la garde nationale et de la garnison. A cette nouvelle, les Finistériens se préparèrent; ils chargèrent leurs armes, entrèrent à Dol au pas de charge, la baïonnette au canon, et vinrent se mettre en bataille devant l'Hôtel de Ville. Puis une députation s'en fut trouver le maire et le sommer de s'expliquer sur le mauvais bruit qui courait.

Le magistrat avoua ses démarches, en alléguant qu'elles n'avaient point pour but de retarder la marche du bataillon, mais seulement de saisir les députés « traîtres à la patrie » qu'il abritait dans ses rangs. Les Bretons, là-dessus, entrèrent en fureur, criant :

— Si vous avez tant envie de les prendre, battez donc la générale et venez !

Ce courage n'aurait pas eu grand effet, sans doute; par bonheur, les renforts attendus de Saint-Malo n'arrivèrent point et Finistère put quitter la place sans être davantage inquiété.

A Dinan, où le bataillon avait passé la nuit, le bruit courut, à la pointe du jour, que trois mille hommes de Saint-Malo approchaient, marchant sur Dol, et que Saint-Brieuc envoyait également des troupes, de sorte qu'on allait se trouver pris entre deux feux. Quelque invraisemblable que cela parût à la plupart, les mauvaises têtes en profitèrent pour jeter l'alarme parmi les faibles et les indécis. Les esprits s'échauffèrent. Voyant qu'on était sur le point d'en venir aux mains, Louvet et ses amis résolurent d'abandonner leurs protecteurs. Ceux-ci tentèrent d'abord de les retenir; puis, devant leur décision inébranlable, leur donnèrent de bonnes armes, des munitions et de ces sarraus blancs bordés de rouge, que les soldats avaient coutume, en voyage, de porter par-dessus leurs uniformes. On leur donna, en outre, six hommes d'escorte; un officier leur signa des congés réguliers pour Quimper, distant de quarante lieues qu'ils devaient parcourir au plus en trois jours, par de mauvaises traverses.

Lodoïska avait rejoint Louvet à Vitré et suivait le bataillon en voiture. Il fallut se séparer : Lodoïska, munie d'un passeport régulier, gagnerait Quimper par la grand'route pour y retrouver Louvet.

Les fugitifs étaient dix-neuf, dont Louvet, Pétion, Barbaroux, Salle, Buzot et son domestique et les six hommes d'escorte. Le reste de la troupe se composait de députés normands et bretons et d'un jeune homme nommé Riouffe, ancien employé des bureaux de la Convention. Ils suivirent la grand'route jusqu'à Jugon, puis la traverse pendant quelques lieues; après quoi ils frappèrent à la porte d'une ferme. On leur ouvrit tout juste la cuisine et la grange. Dans l'une, ils trouvèrent un petit lièvre, du pain noir et du mauvais cidre; dans l'autre de la paille; mais jamais festin ne leur parut plus exquis, ni lits plus moëlleux.

Ils avaient réussi déjà à éviter Lamballe, et ne devaient trouver le lendemain dans la traverse que quelques bourgs sans importance, où dix-neuf soldats n'avaient rien à craindre; une erreur de leur guide les fit tomber à l'entrée d'une ville : c'était Montcontour. Quand ils s'en aperçurent, il était trop tard pour la tourner sans éveiller les soupçons. Ils s'y engagèrent donc avec une résolution qui n'était qu'apparente et traversèrent la place, pleine de monde, car c'était jour de marché. Plus de quinze cents paysans s'y pressaient, avec force gendarmes. Pourtant, on ne les inquiéta nullement; mais comme Riouffe, mauvais marcheur, était resté en arrière, un gendarme l'interpella, lut son congé et parut tenté de le conduire à la municipalité. Riouffe, sans perdre la tête, lui montra de loin ses compagnons :

— Et où les rattraperai-je ? demanda-t-il.

On le laissa aller.

La journée du lendemain s'écoula sans incident; mais cette sécurité ne devait pas avoir une longue durée. Le soir, les fugitifs arrivaient à une lieue de Rotrenen, gros bourg, chef-lieu du district et qu'ils jugeaient prudent de tourner. Ils résolurent de passer la nuit dans une chaumière assez misérable, qui se trouvait là, jugeant qu'ils paraissaient ainsi moins suspects qu'en dépassant la ville à cette heure tardive pour s'arrêter au delà. Ils s'établirent tant bien que mal.

A une heure du matin, ils dormaient profondément, quand on frappa à la porte et une voix cria : « Au nom de la loi, ouvrez ! » Tous répondirent par le cri : « Aux armes ! » ouvrirent brusquement la porte et sortirent, en bousculant un peu l'administrateur du district, ceint de son écharpe tricolore, et qui parut assez surpris en voyant surgir des soldats. Mais, une force armée imposante se tenait derrière lui et il reprit courage pour demander, impérieux, à voir les papiers des Finistériens. Ceux-ci répondirent qu'ils se soumettraient à cette formalité seulement sur la place publique. En même temps, un de leurs guides, qu'ils avaient élu pour chef, parce qu'ayant longtemps servi,il avait de l'expérience, commanda :

— Finistère, en avant !...

Le mouvement s'exécuta avec un ensemble qui mérita le respect des assaillants.

— Tu vois, murmuraient quelques-uns, ils sont armés jusqu'aux dents !..

En effet, les pseudo-volontaires possédaient tous, outre leurs fusils, de forts pistolets et Louvet une espingole, cadeau de Lodoïska, (1) et capable de vomir vingt balles à la fois.

L'administrateur passa devant le front de la petite troupe, en examinant successivement les congés; il les jugea réguliers et ne trouva rien à objecter, sinon qu'ils « étaient tous de la même main ».

— C'est, répondit Louvet, que notre officier s'est servi de la même main pour les écrire.

L'argument était péremptoire; l'administrateur n'y répliqua rien, mais demanda, après un silence et d'un air contraint :

— Eh ! bien, Messieurs, qu'allez-vous faire actuellement ?... Moi, je vous conseille d'aller vous recoucher.

Le piège était grossier. Les volontaires déclarèrent que, puisqu'on les avait éveillés plus tôt, ils en profiteraient pour avancer leur route.

— A la bonne heure, approuva l'administrateur... Aussi bien faudrait-il toujours que vous allassiez au district ,où l'on vous attend.

(1) Elle lui avait également remis un poison violent dont il se serait servi s'il était tombé aux mains de Jacobins.

Il fallait bien en passer par là. On se mit donc en route : deux gendarmes en tête, dix fusiliers pour l'avant-garde, Finistère ensuite, puis quarante fusiliers et deux gendarmes fermant la marche. Les Finistériens, pour se donner contenance, chantaient la *Marseillaise* à plein gosier; mais ils s'inquiétaient de ce qu'on leur réservait à Rostrenen et de la conduite qu'ils y tiendraient.

Ils y arrivèrent enfin. On les fit entrer à l'Hôtel de Ville, où tous les administrateurs se trouvaient assemblés et examinèrent de nouveau leurs congés; après quoi le président leur offrit un logement pour y finir la nuit; mais ils refusèrent, prévoyant une nouvelle ruse, et répétèrent leur intention de poursuivre leur voyage.

— Du moins, vous accepterez bien un verre de cidre ?

Ils se fussent rendus suspects en déclinant l'offre, bien qu'elle fût évidemment faite dans le dessein de gagner du temps.

Pendant qu'ils buvaient, un administrateur, sans doute désireux de les éprouver, leur dit :

— Citoyens, vous allez voir que nous étions fondés à vous suspecter...

Et il lut :

— « Pétion, Barbaroux, Buzot, Louvet, Salle, Meillan et plusieurs de leurs collègues doivent passer et probablement s'arrêter dans les environs de votre ville; ils ont cinq hommes d'escorte. »

Nos pseudo-volontaires en conclurent qu'ordre était donné de les arrêter et qu'en quittant la salle ils auraient à affronter une troupe nombreuse. Quel ne fut point leur étonnement, quand ils débouchèrent sur la place, de constater qu'elle était vide ?

Ils comprirent aisément ce qui s'était passé : dès leur entrée à l'Hôtel de Ville, ceux des curieux bien intentionnés ou seulement indifférents s'étaient retirés. Les maratistes étaient demeurés en trop petit nombre pour courir le risque d'une attaque et l'offre du séjour puis du verre de cidre n'avait été qu'un moyen de donner à des renforts le temps d'arriver.

Les proscrits l'avaient, cette fois encore, échappé belle. Ils n'étaient point, pourtant, hors d'affaire. Plusieurs commençaient à être victimes de ces longues marches coupées de haltes trop brèves : Buzot, débarrassé de toutes ses armes, pouvait à peine se traîner; Barbaroux souffrait d'une entorse; Riouffe, blessé par des bottes trop étroites, qu'il avait fini par quitter, sautillait sur la pointe de ses pieds nus ensanglantés.

C'est en cet état qu'ils parvinrent à une auberge, où ils avaient déjà décidé de passer le reste du jour et la nuit, quand leur hôte, qui n'avait cessé de les examiner avec une attention sympathique pendant qu'ils dévoraient son omelette au lard, se risqua à leur dire en confidence :

— Je crois bien, citoyens, d'après la peinture qu'on m'a faite, que c'est à vous qu'on en veut. Vous devez passer par Carhaix; deux brigades de gendarmerie vous y attendent.

Cet avis changea leurs dispositions : ils se remirent en route aussi rapidement que le leur permettait la fatigue.Il leur fallut dix heures pour parcourir cinq lieues. La nuit était noire quand ils arrivèrent près de Carhaix;les guides se déclarèrent incapables de reconnaître l'unique sentier permettant de tourner la ville; tout ce qu'ils pouvaient faire était de conduire la troupe par une ruelle fort courte qui coupait quelques-unes des dernières maisons. On accepta ce parti.

Nos fugitifs avaient, à petit bruit et dans un profond silence, passé les trois quarts de la ruelle,charmés du calme qui paraissait y régner, quand soudain une fillette sortit de l'ombre, pénétra en courant dans une chaumière dont la porte aussitôt s'éclaira; on l'entendit crier :

— Les voilà qui passent !

Ils se jetèrent dans un chemin creux, en hâtant le pas.

— J'entends des chevaux ! dit l'un d'eux.

Le péril imminent rendait des forces aux impotents. La fin du sentier fut rapidement atteinte; ils firent encore ,en moins d'une heure, une lieue dans un autre chemin plat et uni comme l'allée d'un parc, puis une halte derrière des haies assez hautes pour leur permettre d'attendre avec avantage toute la gendarmerie du département, en admettant qu'ils fussent bien réellement poursuivis; car ils avaient beau prêter l'oreille, aucun bruit ne troublait la paix de la nuit.

Après un court repos, ils reprennent leur marche. Par malheur, un de leurs guides, — celui précisément qui connaît l'endroit, — a disparu. Comment retrouver la route de Quimper ? Ils s'orientent tant bien que mal, sommairement; s'engagent dans des terres, en tirant un peu sur la droite; trouvent bientôt une haie de dix pieds, la franchissent, tombent dans un marais. Ils le traversent, rencontrent une autre haie, la passent encore et tombent dans un nouveau marais. Sautant fossés et buissons, les habits en lambeaux, ils arrivent, après deux heures de marche nocturne au pied d'un talus... La lune, à cet instant, vient éclairer quelques maisons : C'est Carhaix, dont ils se sont rapprochés en faisant un immense détour !... mais la route de Quimper est là; ils s'y engagent.

Au bout d'une demi-heure, il faut reprendre haleine; un pré à l'herbe haute et molle leur offre un lit plus doux que plume : ils s'y étendent, pour repartir après un repos de quelques heures, qui n'avait rendu aux traînards qu'une force momentanée.

A deux lieues de Quimper, ils durent s'arrêter afin de ne pas entrer de jour dans la ville. Cela vint encore ajouter à leur supplice : la pluie commençait à tomber, une pluie d'orage drue et lourde, contre laquelle les arbres ne les protégeaient point. « Je l'avoue, écrit Louvet, l'heure du découragement était venue. Riouffe et Girey-Dupré, dont l'inépuisable gaieté s'était soutenue jusqu'alors, ne nous donnaient plus que des sourires. Le bouillant

Cussy accusait la Nature, Salle se dépitait contre elle; Buzot paraissait accablé; Barbaroux même sentait sa grande âme affaiblie; moi je voyais dans mon espingole ma dernière ressource.... Pétion seul, inaltérable, gardait un front calme au milieu de ces nouveaux périls et souriait aux intempéries d'un ciel ennemi.. »

Il y avait trente et une heures que, depuis Rostrenen, ils se traînaient de piège en piège, de faux-pas en faux-pas.

A Quimper, où ils parvinrent à demi-morts et trempés jusqu'aux os, ils furent accueillis par un prêtre assermenté qui les fit passer pour des soldats lancés sur la piste de prêtres réfractaires. Louvet retrouva Lodoïska et s'établit avec elle dans une petite maison à la campagne, où un brave homme les tint cachés trois semaines, en attendant que fût prête l'embarcation qui les emmènerait à Bordeaux.

Ce moment du départ, tant souhaité, devait être pénible : le capitaine déclara qu'il n'accepterait à bord aucune femme. Louvet refusait de partir, si Lodoïska ne l'accompagnait... « Elle sentit, écrit-il, qu'une telle résolution ne pourrait que nous perdre, elle exigea que je m'éloignasse. Quant à elle, elle partirait incessamment pour Paris et, après y avoir ramassé les débris de notre fortune, elle viendrait me rejoindre à Bordeaux, où nous resterions ensemble si l'insurrection s'y soutenait, et d'où nous partirions pour l'Amérique si les tyrans l'avaient emporté. »

Louvet, Barbaroux, Guadet, Pétion, Buzot, Valady et un de ses amis s'embarquèrent donc, le 20 septembre 1793. Ils espéraient que la traversée s'effectuerait sans encombre; car Riouffe, Salle et sept autres, partis également par mer quelques jours auparavant, avaient abordé sans incident. Tout se passa, en effet, le mieux du monde; aucun d'eux ne fut reconnu; ils échappèrent sans savoir pourquoi, à la visite, au port de Blaye, et débarquèrent au bec d'Ambez. Ils étaient sauvés; du moins ils le croyaient. Leur confiance devait peu durer.

Descendus à l'auberge, ils n'y firent point mystère de leurs noms, persuadés que la Gironde allait les accueillir à bras ouverts, comme des libérateurs. Cette imprudence fut le point de départ des périls qui vinrent presque aussitôt les assaillir.

Ils se retirèrent dans une maison voisine, qu'un parent de Guadet avait mise à leur disposition.

On avait dit devant eux, à l'auberge, que les maratistes triomphaient à Bordeaux; que Tallien, arrivé le 23 septembre avec Ysabeau, y régnait en maître.Ils se refusaient à le croire et Guadet proposa de se rendre à Bordeaux, en compagnie de Pétion, pour vérifier la nouvelle. Elle n'était que trop vraie; tous deux l'assurèrent le lendemain, quand ils revinrent, trop heureux d'avoir pu sortir de la ville sans être vus. La terreur y était si générale qu'ils n'avaient trouvé personne qui consentît à les abriter.

Ces funestes nouvelles se trouvèrent confirmées la nuit suivante : on avertit les proscrits qu'une troupe nombreuse, sur la dénonciation de l'aubergiste qui les avait logés, se disposait à cerner la maison. Ils se hâtèrent de déguerpir et de passer la Garonne. Sage précaution : ils étaient à peine embarqués sur le fleuve, que quatre cents « braves » faisaient l'assaut de leur retraite et n'y trouvaient qu'à tâter des lits vides, mais encore chauds.

Après avoir traversé la Dordogne devant Libourne, ils atteignirent Saint-Emilion sans avoir éveillé la sentinelle et allèrent frapper à la porte du père de Guadet. Il les accueillit comme ses enfants; mais l'asile n'était pas sûr. Ils apprirent le lendemain qu'une troupe de cinquante cavaliers était lancée à leur poursuite. Ils se réfugièrent dans une carrière que les ouvriers avaient désertée ce jour-là, un dimanche, le 29 septembre.

Cette alerte n'eut pas de suite; mais un brave homme, qui courait les environs depuis le matin pour leur trouver un gîte, revint à la nuit leur annoncer que personne n'avait le courage de les recueillir. Ils résolurent alors de se diviser en petits groupes qui se tireraient mieux d'affaire et se dissimuleraient plus aisément. Ils ne pouvaient désormais penser qu'à leur salut : Nul espoir de parvenir à susciter un soulèvement contre les tyrans victorieux.

On était en octobre 1793.

Louvet n'avait qu'une idée : rejoindre Paris, où sa chère Lodoïska courait peut-être des dangers pareils aux siens. Il se mit en route avec Barbaroux, Valady et l'ami de ce dernier.

Après quatre heures de marche, ils se perdirent. Un presbytère était proche.

— Il faut y demander le chemin, dit Louvet, qui ne voyait que Paris.

Au curé, qui vint leur ouvrir, ils se donnèrent pour des voyageurs égarés; mais il ne prit pas le change :

— Vous êtes, leur dit-il, des gens de bien persécutés, convenez-en, et à ce titre acceptez chez moi l'hospitalité pour vingt-quatre heures. Que ne puis-je recueillir plus souvent et plus longtemps quelques-unes des innocentes victimes que l'on poursuit !

Cet accueil commandait la confiance; ils se nommèrent. Aux noms de Barbaroux et de Louvet, le brave homme pleura.

Ils restèrent là trois jours, au bout desquels l'ami de Valady les quitta pour gagner Périgueux où il fut pris et mis à mort. Ils demeurèrent deux jours encore au presbytère; mais les villageois murmurant que M. le Curé cachait quelqu'un, ils partirent habiter un grenier où ils se creusèrent chacun un trou dans le foin nouveau et brûlant.

Leur séjour y fut peu agréable. Deux paysans, qui étaient dans le secret, durent s'absenter trois jours sans pouvoir prévenir. Les proscrits se virent ainsi privés des aliments et de la piquette qu'ils leur apportaient à la dérobée. « On ne peut décrire l'extrême las-

situde, l'affreux mal de tête, les fréquentes défaillances, la soif dévorante, l'angoisse générale que nous éprouvions... L'instant du désespoir était venu; le signal de la mort allait être donné... » Le souvenir de Lodoïska opéra sur Louvet un revirement si subit qu'il voulut partir pour Paris le soir même. Une entorse qu'il s'était donnée quelques jours auparavant, dans une course nocturne, en sautant un fossé, le força de rester. Il ne pouvait soulever la jambe, ni la plier et souffrait horriblement.

Après six jours, il fallut quitter ce grenier incommode. Louvet, sur une jambe et s'aidant d'un bâton, gagna avec ses amis un petit bois où l'orage les retint transis toute la nuit. Le bon curé, ne trouvant point pour eux d'asile, se décida à les reprendre chez lui.

Ils apprirent bientôt que Salle et Guadet recevaient l'hospitalité d'une femme compatissante et généreuse, Mme Bouquey, belle-sœur de Guadet. Connaissant en quel embarras se trouvaient Louvet et ses deux compagnons, elle leur faisait dire de venir. Ils acceptèrent. Salle et Guadet logeaient à trente pieds sous terre, au fond d'un puits dont il était impossible de découvrir l'entrée; Louvet, Barbaroux et Valady pratiquèrent dans une autre partie de la maison une retraite aussi sûre, mais plus saine. Bientôt, Buzot et Pétion, traqués de toute part, vinrent les rejoindre.

Il était difficile de faire vivre les sept hommes, car les denrées étaient rares et Mme Bouquey n'avait droit qu'à une livre de pain par jour. « Pour ne pas déjeuner, écrit Louvet, on ne se levait qu'à midi; une soupe aux légumes faisait tout le dîner. A l'entrée de la nuit, nous quittions doucement nos demeures, nous nous rassemblions auprès d'elle. Tantôt un morceau de bœuf à grand' peine obtenu à la boucherie, tantôt une pièce de la basse-cour bientôt épuisée, quelques œufs, quelques légumes, un peu de lait composaient le souper, dont elle s'obstinait à ne prendre qu'un peu, pour nous en laisser davantage. »

Dans cette retraite, les proscrits apprirent la mort des Girondins, exécutés à Paris le 31 octobre; là également, Louvet écrivit la première partie de ses *Mémoires,* datés des grottes de Saint-Emilion dans la Gironde, aux premiers jours de novembre 1793.

Ils passèrent chez Mme Bouquey un mois, après lequel ses parents, effrayés, la forcèrent de les congédier. Le 12 novembre, à une heure du matin, ils durent se séparer; Louvet, Salle et Guadet tournèrent Libourne, trop dangereux, et se réfugièrent dans une grotte où des hommes et des animaux ne firent qu'entrer et sortir tout le jour, leur causant l'angoisse perpétuelle de se voir découverts : « Il faut avoir été proscrit pour savoir comme il est difficile et gênant d'avoir à chaque instant ses pas à mesurer, son haleine à ne pousser que doucement, un éternuement à étouffer, un rire, un cri, le moindre bruit à réprimer... On ne se figure pas

combien cette gêne, si petite en apparence, devient douleur, péril et tourment par sa continuité. »

La nuit du 14 au 15, ils quittèrent cette retraite. Louvet, dont la jambe était à peu près guérie grâce aux soins de Mme Bouquey, sentait renaitre sa vigueur et quelque espoir en se dirigeant du côté de Paris.

Ils frappèrent, près de Montpont, à la porte d'une femme à qui Guadet avait sauvé l'honneur. Elle les laissa plus d'une heure dehors, sous une pluie battante qui les traversait et, enfin, les chassa brutalement. Louvet, transi, claquait des dents; un frisson le prit; il s'évanouit. Dès qu'il fut mieux, aidé de ses compagnons, il regagna la grand-route.

Paris l'attirait toujours de façon irrésistible; aussi se résolut-il à se séparer de ses deux amis, qui le suppliaient en vain de ne les point quitter pour courir à une mort certaine. La séparation fut émouvante : « A quelques pas, je m'arrête, écrit Louvet, je tourne la tête, je tourne un regard inquiet sur les gens que je quitte. Eux aussi s'étaient retournés, eux aussi me regardaient et, tandis que je tremblais pour eux, ils tremblaient pour moi. Je les vois prêts à s'élancer pour me retenir encore : je leur fais un dernier signe de la main, je reprends mon chemin, je m'éloigne. »

A cette détermination, il dut sans doute son salut : Salle et Guadet furent arrêtés à Saint-Emilion, le 17 juin 1794, chez le père de Guadet, conduits à Bordeaux, condamnés et exécutés le 20. (1) Le 25, Barbaroux subissait le même sort. Buzot et Pétion, au moment d'être pris, se donnaient la mort.

Louvet, seul, se mit à suivre la route de Paris.

Il avait conservé son habit de garde nationale, une redingote d'uniforme, quelques chemises, une culotte et une veste en mauvais état, avec, pour toute fortune, cinq louis en or et cinquante livres en assignats.

Il traverse Montpont sans réveiller la sentinelle et s'arrête dans une auberge pour ajouter à son passeport quelques signatures propres à le mettre en règle. Il prend gîte, avant Mussidan, dans un bouchon où l'aubergiste le soigne, le nourrit et lui procure un bon lit, à peu de frais. Il entre à Mussidan à la brune; un corps de garde est établi au milieu de la rue principale, sur la droite; il se glisse à gauche, pendant que des rouliers passent avec leurs charrettes entre deux. Le voilà sans accident hors de la ville; mais le moyen de se traîner plus loin ? Un rhumatisme, qui s'est installé à la place de son entorse, le fait atrocement souffrir et gêne sa marche. S'il ne parcourt que deux lieues par jour, quel espoir peut-il conserver ? Les périls de son entreprise se trouvent quintuplés !...

(1) Avec eux furent guillotinés le père de Guadet, vieillard de soixante-dix ans, son frère, Mme Bouquey, sa belle-sœur, et la plupart des parents de Guadet.

Dans un village proche de Périgueux, Louvet éveille des paysans et se fait indiquer une auberge. Celle où on le conduit a fort mauvaise mine, comme ses propriétaires, d'ailleurs. Une commère bavarde, au regard faux, lui pose, tout en brûlant une omelette, des questions insidieuses d'un ton mielleux. « Comme elle les plaint ces bons seigneurs, ces pauvres prêtres, tous ces braves marchands qu'on guillotine par douzaine ! »

Louvet ne s'y laisse pas prendre; il se compose un visage, des gestes, parle en « style de Père Duchêne » et se rend « un jacobin hideux de ressemblance ». Il couche à moitié vêtu, pistolets en main, et dort bien, néanmoins.

Le lendemain matin, il prenait son repas. La commère, qui n'avait pas désarmé, lui amena un paysan ventru, lequel examina sa passe. C'était le maire. Par bonheur, il ne savait pas lire !... L'hôtesse fit venir le procureur syndic, bientôt suivi de tous les habitants du village ou à peu près. Invités par Louvet, ils s'attablèrent sans façon, et se mirent à rire à grands éclats, à répandre le vin, à casser les verres, à donner enfin toutes les marques d'une joie sans bornes, en entendant Louvet énumérer les prouesses de la Montagne et louer les vertus, les talents du regretté Marat. Tous virent la passe que le proscrit montrait... de loin; mais personne ne l'examina.

L'hôtesse enrageait. Elle se vengea en comptant double le nombre des pintes. Louvet, qui n'avait plus rien à craindre, l'envoya au diable, lui paya son dû et prit congé, au grand regret de la compagnie.

Après avoir tourné Périgueux par un faubourg peu fréquenté, il parvint en pleine nuit, excédé de fatigue, à un hameau nommé les Tavernes et distant d'une lieue. L'aubergiste s'allait coucher. A peine Louvet lui eut-il demandé un lit, qu'à son tour il lui demanda son passeport. Voyant qu'il n'était point visé au chef-lieu :

— Quoi ! s'écria-t-il, vous passez Périgueux sans vous présenter aux autorités ?... Dès demain je vous y ferai reconduire.

Ce langage n'était guère propre à rassurer Louvet, qui savait la Montagne triomphante à Périgueux et les corps administratifs *régénérés* dans le style d'Hébert. Heureusement, une espèce de voiturier prit sa défense contre l'aubergiste et le fugitif put s'aller reposer au grenier, se promettant de déguerpir le lendemain de bon matin et, s'il le pouvait, en société du voiturier, lequel avait figure d'honnête homme et devait précisément se rendre à Limoges, où lui-même comptait passer.

Tout de suite, avec cette cordialité qu'on rencontre chez les gens du peuple, le roulier offrit à Louvet de prendre place dans sa voiture :

— Tout le monde me connaît sur la route. En ma compagnie, vous ne courrez aucun risque, personne ne vous soupçonnera.

Louvet s'étendit sous la bâche, parmi les marchandises. Il avait l'air d'un pauvre volontaire sorti de l'hôpital et regagnant son pays. Cette ressemblance et sa présence d'esprit le sauvèrent d'un mauvais pas.

Pour se délasser et respirer plus à l'aise, il s'était mis à découvert. On arrivait à Aix : petite ville à deux lieues de Limoges. Un poste était là depuis peu et le conducteur l'ignorait. Le factionnaire, un gamin de seize ans, cria :

— Citoyen, ton passe-port !

Soulevant sa jambe malade avec effort, Louvet, sans hésiter, répliqua :

— Attends, petit b..... Va-t-en à ma place te faire mettre à terre par les brigands de la Vendée; puis, en revenant, passe hardiment partout : ta jambe cassée te servira de passe-port !

Et tout le poste d'applaudir et de rire à cette vive répartie.

Louvet se remit sous la bâche et y demeura caché jusqu'à Limoges, où la femme de son sauveur soigna sa jambe, pendant que le mari s'enquérait d'un « bon garçon » qui se chargeât de faire accomplir à Louvet le reste du voyage.

« Qu'alors, écrit Louvet, je remerciais la Providence qui ne semblait m'avoir lié les jambes que pour me faire tomber dans les bras de cet excellent protecteur ! »

Il s'était donné au charitable voiturier pour un commerçant de Libourne persécuté par les maratistes. C'est en cette qualité qu'il fut agréé du « bon garçon » qui devait lui donner passage jusqu'à Paris comme « marchandise de contrebande » qu'il fallait « souffler ».

Tout de suite, Louvet connut que cette seconde voiture ne valait pas la première : elle était lourde, pesamment chargée, enfin il avait sept compagnons, qui tous s'honoraient d'être jacobins. Le conducteur le présenta comme un soldat qui n'était point parfaitement en règle avec les autorités militaires. Les voyageurs acceptèrent cette explication; mais il s'agissait — et ce n'était point fort aisé — de s'insinuer dans les bonnes grâces de chacun. Louvet y réussit néanmoins. A l'entrée d'une ville, à chaque poste, à chaque corps de garde, partout où l'on demandait les passeports, il faudrait qu'il se tint allongé dans la voiture, une moitié de son corps couverte par les habits, les manteaux, les corps mêmes de tous ces montagnards, l'autre moitié cachée sous les jupons de leurs femmes maratistes. C'était ainsi qu'on prétendait le passer; on n'avait pas d'autre moyen.

Les deux premiers jours, tout alla bien. Au milieu du troisième, on traversait Bois-Remont, petit hameau de cinq à six chaumières ;il faisait froid; Louvet, pour se réchauffer, avait mis pied à terre et suivait la voiture : soudain, un factionnaire apparaît !.. Louvet, sans perdre contenance, va vers lui et l'interpelle :

— Que fais-tu là, camarade ?... Il me parait que tu ne brûles pas.

L'autre se met à rire :

— Si tu veux que j'aie plus chaud, tu n'as qu'à m'apporter un verre de vin.

— De tout mon cœur ! Je te le vais chercher..

Louvet ne le lui porta pas, mais le lui envoya, pendant qu'il vérifiait les passeports, en omettant celui du proscrit.

Il y eut péril, à Châteauroux, le surlendemain. Les passeports furent longuement examinés puis un des jacobins de garde se hissa à la portière de la voiture. Il voulait s'assurer du nombre exact des voyageurs, « craignant toujours, disait-il, que quelque Girondin n'échappât. » Heureusement, les précautions avaient été prises : habits, manteaux, jupons, paille, carton, paquets, hommes, femmes, enfants, tout cachait Louvet jusqu'à l'étouffer. Il ne bougeait ni se soufflait; mais son cœur battait fort. On se figure aisément quelle pouvait être son angoisse. Enfin, l'inquisiteur quitta la partie, assez mal content et il y avait sujet; car en dépit de sa surveillance, il laissait échapper un Girondin et des plus notoires.

A Châteauroux devaient commencer des épreuves d'un autre genre. Il avait su, dans la Gironde, l'événement du 31 octobre, l'exécution à Paris de ses amis les Girondins, dont le procès s'était instruit au mépris de toute légalité. Le soir, à Châteauroux, un homme qui venait de Paris s'attabla avec les voyageurs et Louvet : on lui demanda les nouvelles.

— Madame Roland vient d'être guillotinée (1), annonça-t-il.

Quel coup pour Louvet ! Et il fallait, néanmoins faire bonne contenance, pour ne point éveiller les soupçons.

Plus il approchait de Paris, plus sa position devenait incommode et périlleuse : les visites à affronter deux fois par jour, le risque toujours plus grand d'être reconnu.

En arrivant à Orléans, Louvet et ses compagnons de route trouvèrent les portes fermées, par mesure de sûreté générale. Après l'examen ordinaire, on permit à la voiture d'entrer. Mais la sortie était plus inquiétante... En effet, un officier ordonna aux voyageurs de descendre.

— Mais, objecta le conducteur, nos passeports ont été vus...

— Il ne s'agit pas de cela, répliqua l'officier... Ce sont les figures qu'il faut voir .

Cette fois, Louvet crut sa dernière heure arrivée. Il était couché sous une banquette. Les femmes qui venaient de descendre, emportant leurs jupes secourables, laissaient une bonne partie de son corps à découvert. Sans bruit, il tira sur lui un peu de paille, et attendit;.. Le visiteur soupçonneux était monté dans la voiture;

(1) Le 10 novembre.

ses mains sondaient les ballots; il frappa plusieurs coups sur la banquette qui servait de refuge au proscrit; ses yeux, probablement se promenèrent sur lui, mais sans le voir.

Le 6 décembre 1793, à 2 heures après midi, la voiture entrait à Paris. Louvet attendit dans une auberge le fiacre que son protecteur était allé chercher. Il y prit place, traversa en plein jour, d'une extrémité à l'autre, cette ville où il comptait tant d'ennemis...

Arrivé chez Brémont, son intime ami, où il doit retrouver Lodoïska, il sonne, s'informe. Brémont a déménagé... Louvet, ne prévoyant pas ce contre-temps, a renvoyé son fiacre. Le voilà contraint de faire route à pied, au risque d'être cent fois reconnu. Heureusement, la distance est courte il la franchit en courant, arrive au logement indiqué. La première voix, la seule qui le frappe est celle de Lodoïska; il entre; il se précipite; elle pousse un cri et tombe dans ses bras.

La joie, les émotions, la fatigue ont brisé le voyageur. Il se couche et s'endort, sans avoir vu son ami, qui n'est pas encore rentré... A dix heures et demie, alors qu'il dort profondément, sa femme l'éveille :

— O mon ami, rassemble toutes tes forces, lui dit-elle; je t'annonce de tous les malheurs le plus cruel peut-être : Brémont, qui vient de rentrer, te donne une demi-heure pour sortir de chez lui !

Un ami de vingt ans; un ami de toujours ! Louvet prévoyait toutes les disgrâces, sauf celle-ci. Que faire, cependant, sinon obéir à cet ordre dicté par la peur ? Un jeune homme, qui l'avait déjà caché avant son départ pour Caen, lui donna de nouveau asile; mais il ne put le garder plus de trois jours, car il avait pour voisins de palier de dangereux jacobins. Une amie de Lodoïska l'abrita deux jours et prit peur. Mais ce court délai avait donné à Lodoïska le temps de préparer, dans son propre logis, une sûre cachette : maniant le rabot, le marteau, la scie, gâchant le plâtre, elle avait, en cinq jours, construit une manière de réduit où son ami, à la moindre alerte, pouvait se laisser glisser. Il était arrivé de nuit dans la maison et nul n'y soupçonnait sa présence.

Pourtant, cela encore ne rassurait pas Lodoïska; elle cherchait un moyen de protéger plus efficacement l'existence de son ami. Fuir en Amérique, il n'y fallait plus songer; mais un nouveau projet prenait corps peu à peu dans son esprit. Au flanc du Jura s'ouvraient des cavernes hospitalières et la population de ces régions n'était point encore pervertie par les discours jacobins. C'est là que Louvet devait trouver un abri.

A peine conçu, le plan s'élabora; l'ami fidèle, — le jeune homme qui, par deux fois, a donné asile au proscrit et le seul qui connaisse actuellement sa retraite et vienne l'y visiter — s'y trouve associé. Il prend toutes les dispositions convenables; lui-même accompagnera Louvet jusqu'au terme du voyage et rapportera

des nouvelles à Lodoïska, en attendant qu'elle puisse aller rejoindre son ami. Le 6 février 1794, deux mois jour pour jour après la rentrée du proscrit à Paris, tout était prêt pour un nouveau départ : déguisement, passeport, voiture. Le 7, à 6 heures du matin, il reprenait sa course aventureuse.

Après Charenton, il se sépara de Lodoïska, qui avait tenu à le voir sortir de Paris, et la laissa dans le fiacre qui les avait conduits. Avec le fidèle jeune homme, il se mit en route pour faire dix lieues à pied et rejoindre à Melun la voiture publique. Il portait la grande tenue des « patriotes », ce qu'on nommait une carmagnole complète : courte veste et large pantalon de laine noire, gilet tricolore, perruque jacobine à poils courts, plats et noirs, le bonnet rouge, un énorme sabre et une paire de moustaches fort imposantes.

Sous un tel déguisement, avec un passeport en règle, ce second voyage, passé les relais voisins de Paris, était beaucoup moins périlleux que le premier. Il ne s'accomplit pas, toutefois, sans quelques alarmes. A l'étape qui suivit Melun, tous les voyageurs furent conduits à la municipalité, Louvet comme les autres. Le membre du comité de surveillance examina longuement Louvet, lut son passeport, et, sans le lui rendre, examina ceux de ses compagnons. Louvet n'était pas très à son aise; surtout quand il vit que le commissaire renvoyait tout le monde et le gardait :

— Tu vas rejoindre l'armée ? demanda celui-ci.

— Eh ! non; tu as pourtant assez lu ! je vais pour affaire de commerce.

— Ah ! pour affaire de commerce ! oui.

— Donne donc ! s'écria Louvet, en avançant la main...

Mais le commissaire retirait toujours le passeport.

— Tu es bien pressé ! dit-il.

— Et toi tu ne l'es guère ! Tu as expédié tous les voyageurs et la voiture va partir sans moi.

— Mais n'as-tu rien à me dire ?

— Non ! répliqua Louvet brusquement, sur le ton peu civil que commandait son accoutrement.

— Eh bien ! j'ai quelque chose à te dire, moi.

— Sacrebleu ! dis tout de suite.

— J'ai à te dire — poursuivit le commissaire, serrant les mains de Louvet, en même temps qu'il lui rendait son passeport — j'ai à te dire que je souhaite de tout mon cœur que tu finisses ton voyage sans accident... Adieu.

— Adieu, répéta Louvet, qui s'enfuit sans chercher à approfondir quels sentiments dictaient les vœux de l'étrange commissaire.

Le voyage s'accomplit assez facilement jusqu'à Dôle. Là, Louvet fit six lieues à pied dans la neige, quitta son ami. Il était sauvé : à la moindre alerte, il pouvait passer sur le territoire

suisse. Il n'avait qu'un sujet d'inquiétude : l'absence de Lodoïska. Elle vint le rejoindre le 21 mai.

Louvet employa à la rédaction de ses *Mémoires* les loisirs de cette retraite forcée. Commencés le 19 avril, ils furent terminés le 22 juillet 1794 et parurent en 1795. Ils ne comprennent point la version originale de la partie écrite à Saint-Emilion et laissée entre les mains de M[me] Bouquey. L'auteur refit cette première partie sommairement (1).

Après le 9 thermidor, Louvet revint à Paris. Le 8 mars 1795, il était admis, comme les autres députés survivants d'entre les proscrits du 2 juin 1793, à siéger à la Convention nationale, où son rôle fut plus considérable qu'il n'avait jamais été auparavant. Il en fut élu président pour la quinzaine du 19 juin au 3 juillet, puis membre de la commission chargée de rédiger la Constitution de l'an III. Il fit partie de l'Institut, lors de la réorganisation de ce corps, siégea au Conseil des Cinq cents. Il échoua aux élections du mois de mai 1797.

Le 24 août de la même année, il mourait entre les bras de Lodoïska et de Marie-Joseph de Chénier, au moment de partir pour Palerme où l'on venait de le nommer consul.

Lodoïska avait juré de ne point lui survivre; elle prit du poison; mais on la secourut à temps; on lui prodigua des soins, on mit son enfant dans ses bras; le sentiment maternel l'emporta sur la douleur de l'épouse. Pourtant, elle ne se consola jamais.

Elle tenait, depuis 1795, une librairie, d'abord au Palais-Royal, puis à l'hôtel de Sens, faubourg Saint-Germain.

GUSTAVE HUE.

(1) C'est, du moins, ce que dit M. Aulard, dans sa préface aux **Mémoires de Louvet,** page XXVII.

Les idées politiques de Pascal

Un des curieux problèmes soulevés par ce bel et déconcertant monument que constituent les « Pensées » de Pascal, est celui de sa politique. Il a donné lieu à des solutions très diverses, et a été vivement discuté avec les résultats les plus contradictoires, si bien qu'il peut sembler intempestif sinon inutile de revenir là-dessus. Pourtant, en notre époque de désagrégation sociale, cette question n'est pas aussi dépourvue d'actualité qu'on pourrait le penser. Alors que tous les honnêtes gens, de quelque parti qu'ils soient, s'unissent pour faire face au péril socialiste, et cherchent à étudier systématiquement et impartialement les remèdes possibles, il n'est peut-être pas sans intérêt, ni même sans utilité, de tirer au clair les opinions d'un grand penseur sur la politique, avec l'espoir qu'elles puissent même nous fournir quelque inspiration pour l'avenir.

Si les idées de Pascal ont donné lieu à tant de controverses cela tient surtout à deux raisons, dont l'une lui est personnelle, et l'autre lui est commune avec tous les penseurs féconds. La première c'est l'état incomplet auquel nous sont parvenues ses « Pensées »; la seconde, c'est ce fait très connu, que tout critique littéraire cherche à pousser dans le sens de son propre système l'auteur qu'il étudie.

Tout le monde sait ce que sont les « Pensées » de Pascal — des notes plus ou moins incomplètes destinées pour la plupart à être incorporées à une vaste Apologie de la religion. Celle-ci demeura inachevée, et Port-Royal publia après la mort de Pascal une édition tronquée des « Pensées » que des recherches postérieures ont essayé de compléter. Pourtant, même en s'appuyant sur des discours prononcés par Pascal lui-même, et sur le témoignage de ses proches, nul n'est parvenu à retrouver de façon tout à fait satisfaisante le plan probable de son grand ouvrage. Cette difficulté de reconstitution est à la base des nombreux contre-sens que l'on a faits sur Pascal, et elle facilite énormément la diversité des interprétations. De cette façon on a pu faire sortir de l'œuvre de Pascal des théories qui sont loin d'être les siennes, car il est rare qu'un

philosophe prévoie toutes les conséquences que l'on peut tirer, soit volontairement, soit inconsciemment de son œuvre. C'est ainsi que Spinoza a trouvé chez Descartes les éléments de son panthéisme géométrique, tandis que Malebranche y a puisé une espèce de mysticisme, et cela en croyant très sincèrement rester dans la logique du système. De même les critiques littéraires, si impartiaux soient-ils, poussent involontairement les auteurs qu'ils admirent dans le sens des idées qu'ils affectionnent particulièrement. C'est bien pis lorsque l'ignorance ou la malveillance s'en mêlent, comme cela a été le cas pour Epicure dont la philosophie a été si odieusement travestie. En politique les novateurs les plus hardis ne manquent pas de se réclamer tant bien que mal de quelque autorité dans le passé, et beaucoup de gens voient encore dans « voltairien » presque un synonyme de « républicain », malgré le royalisme avéré du Patriarche de Ferney.

Ceci nous ramène au problème qui se pose au sujet de Pascal : avait-il une théorie politique personnelle, était-il royaliste, soit comme on l'était le plus souvent de son temps, soit pour des raisons plus originales, ou bien aurait-il eu quelques tendances républicaines et démocratiques ?

Il est facile de répondre à la première de ces questions : les allusions aux principes politiques et sociaux abondent chez lui, et sont de nature tout à fait originale. L'article V de la célèbre édition Havet des « Pensées » est rempli de considérations de ce genre; celles-ci, nouvelles, imprévues, ne ressemblent guère aux théories courantes au XVII[e] siècle.

Quant à savoir s'il était royaliste ou non, ou s'il faut voir en lui le précurseur d'idées plus ou moins républicaines, c'est là la question essentielle que nous voudrions éclairer. Nous croyons que Pascal fut à la fois royaliste et démocrate, et que c'est précisément dans cette contradiction apparente que se trouve l'intérêt et l'originalité de ses idées en matière politique; peut-être est-ce aussi là la raison de la sympathie qu'on ressent aujourd'hui pour ses idées. Mais ceci nécessite une explication, qui ne peut se trouver que dans le caractère même de Pascal.

« Géométrie et passion, voilà tout l'esprit de Pascal, » a dit Ernest Havet. C'est dans l'opposition de ces deux caractères, conciliés à la fin dans la religion que se trouve la clef de ses idées politiques et sociales. Penseur profond, savant se fondant sur une expérience précise, philosophe soumis à la raison et exigeant des preuves d'une rigueur mathématique, il est d'autre part un esprit ardent, emporté, soumis à ces raisons du cœur que la raison ne connait pas, et cette double nature se traduit dans sa politique. Le rationaliste et le géomètre en lui sont royalistes, et nous allons montrer comment il prouve la nécessité d'une monarchie héréditaire et forte; mais l'auteur du « discours sur les passions de l'amour », l'être ardent et passionné qu'il fut aussi, a des tendances

démocratiques indéniables. Or au siècle de Descartes et de Boileau on écoute la raison plutôt que la sensibilité, et lorsque l'autorité de la religion vient s'y ajouter, il est impossible qu'elle ne triomphe dans une nature de cette trempe. Royaliste par raison, démocrate par tempérament, il approuve le régime que lui imposent à la fois son intelligence et son respect pour le pouvoir divinement établi.

Le texte le plus caractéristique à la fois et le plus discuté, sur lequel on a toujours cherché à fonder son prétendu républicanisme, est celui-ci : « On ne choisit pas pour gouverner un vaisseau celui des voyageurs qui est de meilleure maison. » Cela est manifestement, dit-on, un argument contre le principe de la monarchie héréditaire, et à ne considérer que cette phrase isolée cette opinion semble justifiée. Et pourtant c'est précisément à propos de cette phrase qu'on a les meilleures raisons de croire que Pascal était royaliste. Voici sur quoi on peut fonder cette assertion.

Il existe à la Bibliothèque Nationale parmi les manuscrits du médecin Vallant, contemporain de Pascal, un cahier intitulé « Pensées de M. Pascal ». M. Faugère a le premier relevé un développement curieux de la phrase citée, reproduit semble-t-il d'après un développement oral fait par Pascal lui-même. La rédaction quelque peu négligée est caractéristique de la manière de Pascal, et le fait que Nicole s'en soit servi semblerait témoigner de son authenticité. Voici le passage : « Les choses du monde les plus déraisonnables deviennent les plus raisonnables, à cause du dérèglement des hommes. Qu'y a-t-il de moins raisonnable que de choisir pour gouverner un Etat le premier fils d'une reine ? On ne choisit pas pour gouverner un bateau celui des voyageurs qui est de meilleure maison; cette loi serait ridicule et injuste. Mais parce qu'ils le sont et le seront toujours (ridicules et injustes), elle devient raisonnable et juste. Car qui choisira-t-on ? Le plus vertueux et le plus habile ? Nous voilà incontinent aux mains, chacun prétend être le plus vertueux et le plus habile. Attachons donc cette qualité à quelque chose d'incontestable. C'est le fils aîné du roi; cela est net, il n'y a point de dispute. La raison ne peut mieux faire, car la guerre civile est le plus grand des maux. »

Voilà que la phrase anti-monarchique de tout à l'heure prend un sens très différent, et l'on pourrait hésiter à accepter ce développement s'il ne s'accordait avec d'autres des « Pensées » dont l'authenticité n'est pas douteuse. Voici une phrase, supprimée par Port-Royal comme irrévérencieuse, dont le sens est à peu près identique. « Le plus grand des maux est les guerres civiles. Elles sont sûres si on veut récompenser les mérites, car tous diront qu'ils méritent. Le mal à craindre d'un sot, qui succède par droit de naissance, n'est ni si grand, ni si sûr. »

C'est là une condamnation en règle du principe électif, qui mène à l'anarchie. La guerre civile pour lui est le plus grand des maux; elle est en effet la négation même de la raison d'être de

l'Etat, car celui-ci existe pour repousser la violence extérieure, pour supprimer les dissensions intestines. Que dirait Pascal s'il voyait notre régime parlementaire, exclusivement électif, où, à force de faire la multitude juge du mérite, on aboutit en toutes choses à ce que M. Faguet appelle si justement « le culte de l'incompétence ! » Car les luttes haineuses et stupides auxquelles nous sommes actuellement en proie, sont pires que la guerre civile dénoncée par l'auteur des « Pensées ». « Le mal à craindre d'un sot qui succède par droit de naissance, n'est ni si grand ni si sûr »; ni un « sot », ni même un tyran unique, si cruel soit-il, ne saurait faire autant de mal que le monstre aux mille têtes qu'est la démocratie.

Il faut donc, dit Pascal, attacher la puissance à quelque signe incontestable, qui soit comme une fatalité. « Qui choisira-t-on ? Le plus vertueux et le plus habile ? Nous voilà incontinent aux mains. Attachons donc cette qualité à quelque chose d'incontestable » — au droit de naissance.

Voilà la plus admirable et rationnelle défense du principe monarchique, et cela d'autant plus que Pascal n'a pas une très vive sympathie pour la royauté. Il se moque franchement lorsqu'on dit d'un souverain « le caractère de la Divinité est empreint sur son visage », et il admet la possibilité d'un « sot » sur le trône du Roi-Soleil. Il n'a rien d'un courtisan, ni même d'un ardent royaliste, mais il nous montre la monarchie héréditaire comme seule conservatrice possible de l'ordre public. Car la force de la monarchie est précisément dans ce fait qu'elle ne dépend aucunement des hommes et de leur valeur, mais qu'elle repose sur un principe. Celui-ci demeure inébranlable quel que soit l'occupant momentané du trône : son identité facile à vérifier importe seule, sa personnalité est secondaire. Certes un Henri IV ou un Louis XIV sont préférables à un Louis XIII ou à un Louis XV, mais ce n'est pas là l'essentiel. Sous tout autre régime la personnalité, toujours difficile à juger, et tout à fait au-dessus de la compétence de la majorité des électeurs, est toujours en cause. La république semble aboutir à une démocratie incompétente et désordonnée; l'Empire, ou bien ne dure que la vie de son fondateur, ou bien se transforme en monarchie héréditaire sans en avoir le principe de solidité. Seule la monarchie repose sur un principe d'ordre et de stabilité, et cela Pascal l'a vu, dès le XVII[e] siècle, réfutant d'avance le républicanisme et l'Impérialisme. Qu'un Napoléon ait pendant vingt ans ébloui le monde de son génie, cela est merveilleux, glorieux, — mais cela arrive une fois en dix siècles; l'homme mort ou finalement vaincu, aucun principe ne défend le trône dont sa personnalité était le seul rempart. C'est peu de chose à côté de la prospérité que donne à un pays une longue lignée de rois; — cependant la tyrannie d'un empereur est encore préférable à l'anarchie d'une république, et Pascal semble d'avance la justifier. « Ne pouvant faire qu'il soit

force d'obéir à la justice, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force; ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien. »

Il ne s'agit pas là bien entendu d'un pacifisme à la manière moderne, mais de paix civile, et celle-là, seule une monarchie héréditaire et forte pourra l'établir de façon durable, tout appel au jugement du peuple entraînant un commencement d'anarchie. Voilà ce que l'on pourrait appeler l'élément purement rationnel de la politique de Pascal; de plus des considérations d'un ordre différent viennent encore le renforcer.

Nous lisons parmi les pensées qui ont trait à la politique « Gradation. Le peuple honore les personnes de grande naissance. Les demi-habiles les méprisent, disant que la naissance n'est pas un avantage de la personne, mais d'un hasard. Les habiles les honorent, non par la pensée du peuple, mais par la pensée de derrière. Les dévots qui ont plus de zèle que de science, les méprisent, malgré cette considération qui les fait honorer par les habiles, parce qu'ils en jugent par une nouvelle lumière que la piété leur donne. Mais les chrétiens parfaits les honorent par une autre lumière supérieure. Ainsi se vont les opinions succédant du pour au contre, selon qu'on a de la lumière. » Or nous avons constaté qu'en tant que « habile », c'est-à-dire comme esprit supérieur et réfléchi, comme penseur et comme philosophe, les raisonnements de Pascal aboutissent au royalisme. Il nous reste à voir comment « une autre lumière supérieure » vient le confirmer dans ces opinions.

Car si Pascal a commencé par être un savant et un mathématicien, lorsqu'il a écrit les « Pensées » il voulait être avant tout un « chrétien parfait », ayant même fait à sa religion le sacrifice de sa géométrie bien-aimée. S'il se soumet à l'ordre établi, c'est que telle est la volonté divine : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Peut-être même se permet-il une interprétation un peu originale pour l'époque du mot de St-Pierre : « Deum timete, regem honorificate », car son respect va à la royauté plus qu'à la personne du prince. Mais de ce temps-là il n'y avait pas lieu de distinguer entre la monarchie et l'ordre établi : elle paraissait bien inébranlable, et au fond Pascal l'honorait d'autant mieux que la question de principe le préoccupait seule, la personne du roi le laissant indifférent. Comme le dit sa sœur Mme Périer dans sa « Vie de Blaise Pascal » « ce n'était pas par tempérament ou par attache à ses sentiments » qu'il restait opiniâtrement hostile à tous les ennemis du roi. Il n'y eut ainsi aucun conflit entre la raison naturelle et l'obéissance chrétienne de Pascal; que sa sensibilité ait été moins soumise, c'est ce qui n'est guère douteux.

Certaines de ses pensées sur l'inégalité des conditions ne manquent pas d'une ironie un peu amère : « Cela est admirable : on ne veut pas que j'honore un homme vêtu de brocatelle, et suivi de sept

ou huit laquais ! Eh bien ! il me fera donner les étrivières si je ne le salue. » Même dans le passage suivant, si plein de bon sens, on sent l'amertume qui perce : « Que l'on a bien fait de distinguer les hommes par l'extérieur plutôt que par les qualités intérieures ! Qui passera de nous deux ? qui cèdera la place à l'autre ? Le moins habile ? mais je suis aussi habile que lui; il faudra se battre sur cela. Il a quatre laquais, et je n'en ai qu'un : cela est visible; il n'y a qu'à compter; c'est à moi à céder, et je suis un sot si je le conteste. Nous voilà en paix par ce moyen; ce qui est le plus grand des biens. » Et voici un mot qui montre ce qu'on pourrait appeler le sentiment démocratique de Pascal : « Sans doute l'égalité des biens est juste »; mais s'il émet là un vœu de son cœur, c'est platoniquement, et comme en passant, car il explique aussitôt que c'est une impossibilité, et il admet qu'il « est nécessaire qu'il y ait de l'inégalité parmi les hommes. » Ce qu'on a traité de « républicanisme » ou de « sentiment démocratique » chez Pascal, ce n'est que l'amertume naturelle d'une âme fière, d'une haute intelligence, qui, sachant sa valeur, est blessée de se voir préférer des gens sans mérite que distinguent seulement leur naissance ou leur fortune. Mais ce mouvement de révolte, dû peut-être en partie à un amour malheureux parce que trop haut placé, cette souffrance intime, est aussitôt dominée chez lui, d'abord par sa raison qui lui fait voir l'utilité des institutions sociales, si injustes paraissent-elles, et ensuite par sa religion qui lui prêche l'humilité et la soumission.

Et ici il convient de remarquer que Pascal fonde sa politique comme son « Apologie de la Religion » sur nos misères et nos faiblesses. Ces contradictions de la nature humaine, il les explique par le péché originel qui a irrémédiablement corrompu l'homme. « L'homme n'est qu'un sujet plein d'erreur naturelle et ineffaçable sans la grâce ». Ce Janséniste est tout le contraire des philosophes du XVIIIe siècle qui, avec Rousseau, croient à la bonté naturelle de l'homme, tant qu'il n'est pas vicié par la civilisation. Il pense au contraire que seule la force, avec l'illusion de la justice, peut préserver le peuple des guerres civiles, et en cela il n'est pas très éloigné de dire avec un philosophe très différent de lui, l'Anglais Hobbes, « Homo homini lupus. » Seul le péché originel explique selon lui la faiblesse, la misère, la méchanceté de l'homme; seule la croyance à un créateur bon et puissant explique sa grandeur : « L'homme est un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. » Et si l'existence de quelques penseurs semble ennoblir le genre humain, il faut convenir que les conclusions auxquelles les conduit leur raison sont souvent les mêmes que celles auxquelles aboutissent les préjugés populaires. Pascal parle fréquemment de la « vanité » du peuple dont les opinions sont souvent saines tout en étant mal fondées, tandis qu'à devenir « demi-habile » (tel que le rend l'instruction pseudo-scientifique donnée

de nos jours dans les écoles primaires) il risque de perdre la vérité, qu'il possédait au moins s'il ne la comprenait pas : « Il demeure toujours vrai que le peuple est vain, quoique ses opinions soient saines; parce qu'il n'en sent pas la vérité où elle est, et que, la mettant où elle n'est pas, ses opinions sont toujours très fausses et très malsaines. » Et plus loin : « Il est donc vrai de dire que tout le monde est dans l'illusion : car, encore que les opinions du peuple soient saines, elles ne le sont pas dans sa tête, car il pense que la vérité est où elle n'est pas. La vérité est bien dans leurs opinions, mais non pas au point où ils se figurent. »

Par exemple une des idées sur lesquelles repose tout l'édifice social, c'est qu'il faut obéir aux lois. Ceux que Pascal appelle « les habiles » le font — ou du moins reconnaissent qu'il faudrait le faire — parce que c'est utile, parce que l'obéissance aux lois est un principe d'ordre et de cohésion sociale, une garantie de la sécurité individuelle et générale. Le peuple au contraire n'obéit aux lois que parce qu'il les croit fondées en justice. Aussi Pascal dit-il : « Montaigne a tort : la coutume ne doit être suivie que parce qu'elle est coutume, et non parce qu'elle soit raisonnable ou juste; mais le peuple la suit par cette seule raison qu'il la croit juste : sinon il ne la suivrait plus, quoiqu'elle fût coutume; car on ne veut être assujéti qu'à la raison ou à la justice... Il serait donc bon qu'on obéit aux lois et coutumes parce qu'elles sont lois; qu'il sût (le peuple) qu'il n'y en a aucune vraie et juste à introduire; que nous n'y connaissons rien, et qu'ainsi il faut seulement suivre les reçues : par ce moyen on ne les quitterait jamais. Mais le peuple n'est pas susceptible de cette doctrine; et ainsi, comme il croit que la vérité se peut trouver, et qu'elle est dans les lois et coutumes, il les croit, et prend leur antiquité comme une preuve de leur vérité, et non de leur seule autorité sans vérité. Ainsi il y obéit; mais il est sujet à se révolter dès qu'on lui montre qu'elles ne valent rien; ce qui se peut faire voir de toutes, en les regardant d'un certain côté. » Quelle lucidité montre Pascal dans ce passage, quelle haute raison ! Il voit à la fois l'imperfection des institutions existantes — et même de toutes les institutions possibles, — et la nécessité de leur maintien. Et quelle leçon il donne à tous ceux qui sous prétexte de répandre la vérité enseignent au peuple des choses qu'il ne peut comprendre. « Le peuple n'est pas susceptible de cette doctrine »., voilà un mot que devraient méditer ceux qui font de la vulgarisation scientifique en oubliant que si la vérité est toujours relative, elle l'est surtout à la capacité intellectuelle des individus. Ce qui est vrai pour le penseur, ne saurait l'être pour le commun des mortels, et l'on oublie trop la parole de St-Paul : « Vous êtes réduits à avoir besoin de lait, non d'une nourriture solide... la nourriture solide est pour les parfaits, pour ceux qui par un long usage ont l'esprit fait au discernement du bien et du mal. » Aussi Pascal revient-il sur cette question des lois, disant ailleurs : « Il est dange-

reux de dire au peuple que les lois ne sont pas justes; car il n'y obéit qu'à cause qu'il les croit justes. C'est pourquoi il lui faut dire en même temps qu'il y faut obéir parce qu'elles sont lois, comme il faut obéir aux supérieurs, non parce qu'ils sont justes, mais parce qu'ils sont supérieurs. Par là voilà toute sédition prévenue, si l'on peut faire entendre cela, et (ce) que (c'est) proprement que la définition de la justice. »

Certes nous sommes d'accord avec Pascal sur l'incompétence du peuple en matière politique, mais peut-être trouverons-nous aujourd'hui son pessimisme législatif quelque peu exagéré. Nous ne croyons pas avec Rousseau à la noblesse de tous les instincts humains, mais nous n'admettons pas non plus cette déchéance irrémédiable dont parle Pascal. Les hommes, animaux plus ou moins civilisés, ont pour la plupart, et surtout en masse, besoin de freins puissants pour les gouverner; nous pouvons pourtant espérer qu'une force tout à fait brutale n'est pas toujours de mise, et que les lois devraient comporter une somme croissante de justice. Mais Pascal fonde sa religion comme sa politique sur la misère et la corruption de l'homme.

Aussi à cette humanité faible et corrompue faut-il un Rédempteur; à ce peuple vain et ignorant, une direction puissante et protectrice. La religion sauve l'homme, une forte constitution politique protège le peuple. De plus, cette religion sans laquelle l'homme ne peut rien comprendre ni rien espérer, lui commande de se soumettre à la puissance civile qui lui donnera la paix. Et ceux que l'intelligence éclaire, les penseurs et les savants qui ne veulent rien fonder que sur la raison, sont eux-mêmes forcés de reconnaître la nécessité d'un gouvernement de ce genre. Quoi donc de plus fort et de plus acceptable que la monarchie, puisqu'elle est fondée à la fois sur les besoins de l'humanité, l'ignorance du peuple, la raison des philosophes et le commandement de Dieu ? « La puissance des rois est fondée sur la raison et sur la folie du peuple, et bien plus sur la folie. La plus grande et importante chose du monde a pour fondement la faiblesse, et ce fondement-là est admirablement sûr; car il n'y a rien de plus (sûr) que cela, que le peuple sera faible. »

L. C. HERBERD.

Bibliographie antimaçonnique

LES INFILTRATIONS MAÇONNIQUES DANS L'ÉGLISE, par l'abbé Emmanuel Barbier, Lille 1910, Desclée, de Brouwer et Cie éd.

Toutes les erreurs, assez variées, que le St Siège a condamnées, sous le nom de *modernisme* sont d'origine maçonniques : voilà ce que démontre ce remarquable ouvrage. Mais, d'abord, il faut comprendre que la maçonnerie n'est pas limitée chez nous aux sociétés que gouvernent le Grand Orient et la Grande Loge de France. Derrière tous ces ateliers, dont le secret tend à devenir celui de Polichinelle, il y a les arrières-loges. Le livre de M. l'abbé Barbier projette un faisceau de rayons fort lumineux sur leur organisation. Nous allons donner un rapide aperçu de ce qu'il a découvert, dans l'espoir d'éveiller assez la curiosité de nos lecteurs, pour qu'ils prennent une connaissance directe de ce précieux travail.

En 1908, il s'est tenu un *Congrès spiritualiste* qui fit appel aux penseurs et aux croyants de toutes écoles. Le qualificatif adopté se trouvait de nature à faire croire qu'il s'agissait de raviver cette philosophie spiritualiste, qui voisinait si fort avec la doctrine chrétienne, et dont Victor Cousin et Jules Simon furent les propagateurs les plus célèbres. Il n'en était rien. Mais le vocable choisi — parfois remplacé par celui d'*idéaliste*, d'un sens courant très proche — remplissait admirablement le rôle de masque trompeur.

Le nouveau mouvement se propose bien de combattre le matérialisme. Il se met en opposition avec la maçonnerie vulgaire, accusée de dégénérescence, pour ses préoccupations politiques et son mépris des recherches philosophiques. Mais il compte à sa tête des personnalités telles que le Dr Papus, M. Jounet, Mme Annie Besant, le Dr Alta, M. Teder, qui sont toutes pourvues de hauts grades dans la Franc-Maçonnerie. Enfin, le congrès de 1908 coïncida, ou plutôt se confondit, avec un *Convent maçonnique des rites spiritualistes*.

Les sectes qui adhèrent à cet étrange mouvement peuvent se classer en sept catégories principales : celles des Occultistes, des Gnostiques, des Kabbalistes, des Théosophes, des Martinistes, des Kabbalistes de la Rose-Croix, des Lucifériens. Nous n'entrepren-

drons pas d'exposer la métaphysique fumeuse qui leur sert de doctrine. Cette doctrine n'est pas exactement la même pour toutes. Mais les divers systèmes offrent entre eux de fortes analogies. Il s'agit toujours, en dernière analyse, d'une sorte de panthéisme fort compliqué et bien bizarre (1). Ce panthéisme, qui serait d'origine très ancienne, fait une certaine part au rôle du Christ, ce qui permet aux adeptes de se dire *spiritualistes chrétiens,* et ainsi apparait, de suite, par quelle manœuvre on espère entamer le catholicisme. Ajoutons, qu'il est échappé plusieurs fois aux chefs du mouvement de manifester une haine violente pour l'Eglise romaine. Enfin, MM. Papus, Jounet, Teder et autres prennent les qualités de martinistes, théosophes, kabbalistes, suivant la catégorie des assemblées auxquelles ils participent et suivant l'étiquette des revues où ils écrivent : tel le maître Jacques d'Harpagon se muait en cocher ou en cuisinier, selon le bon plaisir de son maître.

Ces *spiritualistes chrétiens* ont été pris en flagrant délit d'infiltrations dans l'Eglise. L'un d'eux, le prétendu Dr Alta, appartenait au clergé, il y a peu de temps encore, et dirigeait une paroisse peu éloignée de Paris. Un autre agrégé de l'Université, considéré comme un écrivain catholique, se trouve avoir professé, sous un pseudonyme, à l'école des sciences hermétiques fondée pour le recrutement du Martinisme. Mais c'est surtout la revue *Les entretiens idéalistes,* dirigée par M. Paul Vuilland, un occultiste de marque, qui est le principal organe de ces inoculations. Avec une audace que n'arrête aucun scrupule, son directeur, mélange le dogme chrétien de théories kabbalistes ou autres, tout en se déclarant très humblement soumis à l'Eglise. Son organe annonce, en termes favorables diverses publications purement occultistes. D'autre part, de bons chrétiens, des prêtres mêmes, collaborent aux *Entretiens idéalistes,* et il fut prouvé que des relations sympatiques s'étaient établies entre ce groupe de littérateurs philosophes et le *Sillon.*

M. l'abbé Barbier a rendu un très grand service à la cause de la vraie tradition religieuse, en démasquant le complot organisé, avec cette habileté dans l'hypocrisie qui demeure la marque de toutes les manœuvres maçonniques. Son livre, qui se caractérise par une grande élévation de pensée, autant que par la noblesse de la forme, est appelée à rendre les plus précieux services. Il en rendra même aux laïcs qui, ne se croyant pas qualifiés pour apprécier les erreurs dogmatiques qu'on tente d'infuser au catholicisme afin

(1) La plus curieuse de ces doctrines est peut-être celle de l'*Occultisme.* Si on lui appliquait le principe cher aux positivistes que tout système purement métaphysique correspond à une théogonie particulière, dont il ne serait que la dégénérescence, on serait amené à conclure que, avec son monde physique, son monde astral, son monde spirituel, ses élémentals, etc., etc., il dérive d'un polythéisme admettant un nombre incalculable de dieux et voisinant avec le fétichisme. Ceci porterait à croire que l'Occultisme est d'origine hindoue, en tous cas orientale.

de l'anéantir plus sûrement, limitent leurs préoccupations aux désordres sociaux que cherche à engendrer la haute maçonnerie. Or, d'une part, la maçonnerie vulgaire semble, chez nous, sur le point d'être abandonnée par les puissances secrètes qui se sont servies d'elle pour réaliser une partie de leur tâche destructive. La politique en a fait un syndicat d'arrivistes, qui constitue un poids mort, inutile à trainer. D'un autre côté, les diverses sectes religioso-philosophiques dont il a été parlé apparaissent bien comme très anciennes et comme ayant traversé, dans l'ombre, toute l'histoire occidentale, grâce à l'appui des Juifs. Le Martinisme, qui semble les englober toutes, serait la Franc-Maçonnerie de demain. Nul ne croira qu'il borne son ambition à proposer une nouvelle explication de l'univers.Son organisation,beaucoup plus secrète que celle des autres rites maçonniques, vise, à n'en pas douter, des buts tout temporels. Il appelle donc, de la part de tous les antimaçons, une surveillance particulièrement active. A ceux qui le comprennent, l'ouvrage de M. l'abbé Barbier sera fort précieux, en permettant d'observer, sinon la tête du monstre, au moins les mouvements de ses tentacules, qui se retrouvent un peu partout, en France comme à l'étranger, à Paris comme en province.

CE QUE DOIT SAVOIR UN MAITRE MAÇON, par le docteur Papus, Paris 1910, Gustave Ficker, éd.

Voici une fort curieuse brochure, œuvre d'un F.·. M.·. qui se glorifie d'avoir atteint non seulement le 33e, mais aussi les 90e et 96e grades de la maçonnerie universelle. La place nous manque pour résumer les explications qu'il fournit touchant les rites des divers ordres. Mais la lecture de ces explications se recommande à ceux qui désireraient prendre un premier contact avec la littérature des loges.

L'auteur s'est proposé de faire sentir aux frères, plus spécialement à ceux de France, qu'ils négligent à tort les symboles maçonniques, et il a entrepris de leur en révéler le sens secret. « La science maçonnique existe, dit-il, elle constitue une adaptation de la Kabbale hébraïque d'une part, et des traditions gnostiques, d'autre part, plus ou moins modifiées par les Templiers. » Pour lui, les obédiences où le rituel tend à tomber en désuétude ne sont que des sociétés profanes. Aussi attache-t-il une importance capitale aux grades élevés. « Leur succession représente l'histoire des traditions secrètes dans la société profane, depuis Salomon jusqu'aux Alchimistes, en passant par les Templiers et tous les persécutés de l'Eggrégore Papal. »

Je transcris encore cette déclaration : « Certains maçons, rattachés à des sociétés de Rose-Croix ou s'adonnant à l'étude spéciale de la science maçonnique, ont voulu approfondir cette science, en y adaptent des grades kabbalistiques et mystiques. Ce genre de maçonnerie a toujours été réservé à une élite, et souvent ne com-

prend que des hauts grades, laissant aux autres rites le soin de préparer les initiés futurs. » Notons enfin cette explication de la multiplicité des rites : « Les Francs Maçons doivent leur origine à des initiés qui ont trouvé bon de rester des supérieurs inconnus et qui ont constitué des rites sans donner de chartes, pour conserver leur plan. »

Voilà une série d'aveux qui aurait valu, à leur auteur, les foudres de l'excommunication maçonnique, au temps où le pauvre Clavel se vit vertement censuré pour avoir raconté, dans son histoire de la secte,les cérémonies symboliques par lesquelles on commémore le meurtre d'Hiram. A la vérité, ces aveux corroborent simplement les conclusions auxquelles avaient abouti les antimaçons qui s'étaient livrés à des recherches un peu approfondies sur la matière. Pourquoi le Dr Papus se décide-t-il à les faire sans ambages ? Quand on lit sa brochure, on le voit fort monté contre les loges du Grand Orient. Il les accuse de n'être plus que des officines électorales. Il y trouve un grave péril pour la secte. Pour y parer, il a fondé à Paris un secrétariat de la fédération maçonnique universelle, et il se met à prêcher, à peu près ouvertement, l'évangile qui lui semble en voie de se perdre chez nous.

M. le Dr Papus nous permettra de lui donner un conseil. Qu'il soit maçon ou antimaçon, le Français a un goût indéracinable pour la clarté. Les initiations successives tendent à conduire l'ignorant jusqu'à la connaissance complète d'une doctrine à la fois théologique et métaphysique dont on dit merveille, et qui doit nous fournir l'explication définitive de l'homme et du monde. Pourquoi ne pas en donner, une bonne fois,l'exposé complet au grand jour ? Parce qu'on ne peut se l'assimiler que progressivement ! Piètre raison. On ne devient pas un mathématicien complet en quelques mois d'étude. Pourtant, il se fait, un peu partout, des cours publics de mathématique. On en trouve des traités complets chez les libraires. Je certifie à M. Papus qu'il y a, en dehors des loges, où il ne plait pas à tout le monde d'entrer, des esprits fort compréhensifs que les abstractions ne rebutent pas et qui trouvent du charme au langage allégorique. Je le prie instamment de songer à eux. Je soupçonne même ces « marchands de vin » de la rue Cadet que notre auteur parait mépriser si fort et qu'il met sur le même plan que les Jésuites, de n'avoir substitué de mesquines préoccupations d'intérêt personnel à la haute curiosité philosophique qui devrait les animer d'une belle ardeur, que parce qu'ils conservaient un goût fâcheux pour la clarté, et parce qu'ils prennent pour de mauvais plaisants les mystagogues qui répètent toujours : « Ce que vous désirez savoir, on vous le dira demain. »... Après tout, c'est peut-être parce qu'il fut conduit à des réflexions semblables aux miennes, que M. Papus nous a fait connaitre *ce que doit savoir un maître maçon.* S'il se propose de continuer jusqu'au 96e grade, ce sera, je l'espère, fort intéressant.

François GILLIER.

Le Gérant : Flavien BRENIER

Imprimerie spéciale de *la Revue Antimaçonnique*, 66, rue Bonaparte, Paris VIe